



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

RAPPORT D'ETUDE



Perception du climat des affaires au Burkina Faso
Premier semestre 2020

DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STRATEGIE

Adresse : Siège Ouagadougou, Avenue de Lyon, 01 BP 502 Ouagadougou 01
Mail : info@cci.bf **Centre d'appel** : 3408 **Site web** : www.cci.bf
Téléphone : (226) 25 30 61 14/15 (226) 25 31 12 66/67

LISTE DES FIGURES.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	ii
SIGLE ET ABREVIATIONS	iii
RESUME	iv
INTRODUCTION	1
I. APERÇU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE	3
I.1. Conjoncture internationale	3
I.2. Conjoncture nationale	4
II. METHODOLOGIE	7
II.1. Méthodologie de l'enquête	7
II.2. Méthode de construction de l'indice de perception du climat des affaires	8
II.3. Présentation des données	10
III. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE SOCIO ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2020	13
III.1. Aperçu général du climat des affaires au premier semestre 2020	13
III.2. Evolution du chiffre d'affaire au premier semestre	17
III.3. Evolution de la trésorerie	18
III.4. Evolution de l'emploi	20
III.5. Evolution des investissements	20
IV. PRESPECTIVES ECONOMIQUES AU SECOND SEMESTRE 2020	24
IV.1. Prévisions dans l'ensemble et par secteur	24
IV.2. Prévisions des chiffres d'affaires	30
IV.3. Prévisions sur l'emploi	30
IV.4. Prévisions sur les investissements	31
IV.5. Prévision sur la consommation / demande globale	31
V. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES AU BURKINA FASO	34
V.1. Qualité des services publics	34
V.2. Principales contraintes du secteur privé	35
V.3. Principales mesures gouvernementales pour l'amélioration du climat des affaires	36
VI. MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS DE LA CCI-BF ET DU GOUVERNEMENT A L'ENDROIT DU SECTEUR PRIVE ET RECOMMANDATIONS DU SECTEUR PRIVE	40
VI.1. Mesures d'accompagnements de la CCI-BF et du gouvernement à l'endroit du secteur privé	40
VI.2. Recommandations à l'endroit du gouvernement	40
CONCLUSION.....	41
BIBLIOGRAPHIE	v
CONSEILS DE SECURITE ET D'HYGIENE	6

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Préviation et estimation de la croissance dans quelques économies du monde.....	4
Figure 2: Proportion des entreprises suivant les effets du COVID-19 sur leurs activités.....	13
Figure 3: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020.....	14
Figure 4: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020 par région.....	14
Figure 5: Evolution de l'Indice semestriel de perception du climat des affaires.....	15
Figure 6: Evolution des variables conjoncturelles au cours du premier semestre 2020.....	16
Figure 7: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020 par secteur d'activité.....	16
Figure 8: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020 par statut d'entreprise.....	17
Figure 9: Indice de perception du chiffre d'affaires par région.....	18
Figure 10: Indice de perception du chiffre d'affaires par secteur d'activité.....	18
Figure 11: Indice de perception du niveau de la trésorerie par secteur d'activité.....	19
Figure 12: Indice de perception du niveau de la trésorerie par région.....	19
Figure 13 : Perception de l'emploi au premier semestre 2020.....	20
Figure 14 : Perception de l'investissement au premier semestre 2020.....	21
Figure 15 : Préviation du climat des affaires au second semestre 2020.....	24
Figure 16 : Préviation de l'indice de perception du climat des affaires au second semestre par région.....	24
Figure 17 : Evolution comparée des indicateurs sectoriels du premier semestre 2020 avec les prévisions second semestre 2020.....	25
Figure 18 : Mode de financement de la relance des activités dans le commerce au second semestre 2020.....	26
Figure 19 : Evolution prévisionnelle de l'indice de perception pour quelques variables, dans le commerce.....	26
Figure 20 : Mode de financement de la relance des activités dans les services au second semestre 2020.....	27
Figure 21 : Evolution prévisionnelles de quelques variables dans le secteur des services.....	28
Figure 22 : Mode de financement de la relance des activités dans l'industrie au second semestre 2020.....	29
Figure 23 : Evolution prévisionnelle de l'indice de perception de quelques variables.....	29
Figure 24 : Préviation de l'indicateur partiel sur le chiffre d'affaires.....	30
Figure 25 : Préviation de l'indicateur au niveau de l'emploi.....	30
Figure 26 : Préviation de l'évolution de l'indicateur au niveau de l'investissement.....	31
Figure 27: Evolution sectorielle des prévisions de la demande globale.....	32
Figure 28 : Appréciation de la qualité des services publics.....	34
Figure 29 : Causes d'insatisfaction des acteurs du secteur privé vis-à-vis des services publics.....	35
Figure 30 : Principales contraintes du secteur privé au 1er semestre 2020.....	35
Figure 31 : Appréciation du coût des facteurs de production.....	36
Figure 32 : Obtention de prêt ou d'un rééchelonnement de la dette pendant le premier semestre 2020.....	37
Figure 33 : Appréciation de l'accompagnement de la CCI-BF dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.....	38
Figure 34 : Principales sources de financement des activités pour la relance des entreprises.....	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance dans les pays de l'UEMOA.....	5
Tableau 2: Structure de l'échantillon et taux de réponses.....	10
Tableau 3 : Répartition de l'échantillon par région et taux de réponses.....	11
Tableau 4: Situation des importations par secteur d'activité.....	21
Tableau 5: Situation des exportations par secteur d'activité.....	22

SIGLE ET ABRÉVIATIONS

APBEF	:	Association professionnelle des banques et établissement financiers
BAD	:	Banque africaine de développement
BTP	:	Bâtiments et travaux publics
CCI-BF	:	Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CNSS	:	Caisse nationale de sécurité sociale
COVID	:	Corona virus disease
DCR	:	Délégation consulaire régionale
DGEP	:	Direction générale de l'économie et de la planification
DGI	:	Direction générale des impôts
F CFA	:	Francs de la communauté financière d'Afrique
Fichier NERE	:	Fichier nationale des entreprises et des regroupements d'entreprises
FMI	:	Fond monétaire international
IPCA	:	Indice de perception du climat des affaires
KWH	:	Kilo watt heure
PARE	:	Projet d'appui à la résilience économique
PCAF	:	Perception du climat des affaires
PIB	:	Produit intérieur brut
PME	:	Petites et moyennes entreprises
SA	:	Société anonyme
SARL	:	Société à responsabilité limité
UEMOA	:	Union économique et monétaire ouest africaine

RESUME

L'activité économique au premier semestre 2020, au Burkina Faso, s'est déroulée dans un contexte particulier de crise sanitaire (COVID-19) qui menace de mettre à l'arrêt la croissance économique du pays.

L'étude sur la perception du climat des affaires par les chefs entreprises fait un diagnostic précis de l'évolution de l'activité économique dans les onze (11) Délégations Consulaires Régionales (DCR) de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso. Sur 975 prévues, un effectif total de 935 entreprises a été enquêté dont 518 dans le secteur du commerce, 132 de l'industrie et 285 dans le domaine des services.

A l'issue de l'analyse des données, il ressort principalement que :

- ✓ le climat des affaires s'est dégradé davantage au premier semestre 2020 (IPCA_S1_2020=0,31), comparativement aux trois derniers semestres tandis que le terrorisme a connu un recul sur la même période.
- ✓ tous les secteurs ont connu un ralentissement de leur activité. Cependant le secteur du commerce a été le plus sévèrement touché.
- ✓ le niveau de l'emploi et des investissements n'ont pas connue de changement majeur dans l'industrie comparativement au second semestre 2019, tandis que le secteur des services et du commerce connaissent une contraction de ces indicateurs chez la majeure partie des chefs entreprises.
- ✓ les baisses du chiffre d'affaires et du niveau de la trésorerie ont été moins percutantes dans le secteur de l'industrie que dans les services et le commerce.
- ✓ 94% (respectivement 95%) des chefs d'entreprises ont déclaré une baisse drastique voire l'arrêt total de leurs activités d'importation (respectivement d'exportation). Tous les secteurs d'activités sont confrontés de la même manière aux difficultés d'importation et d'exportation des biens et services.

Les perspectives économiques au second semestre 2020 (IPCA_S2_2020=0,43) montre que les chefs d'entreprises s'apprentent à enregistrer un léger rebond de leur activité économique comparativement au premier semestre 2020. Cette amélioration serait tributaire de l'augmentation de la demande globale, de la qualité des infrastructures, du niveau des investissements, du financement bancaire et du niveau de l'emploi. Toutefois le regain d'espoir des chefs d'entreprises pour le second semestre reste dépendant de la maîtrise de la situation sécuritaire, de la corruption et du climat politique. Les chefs d'entreprises ayant inclus la crise sanitaire dans leur mode de vie économique.

Pour soutenir cette nouvelle dynamique de l'activité économique, les chefs d'entreprises espèrent pour la majorité financer leur investissement à travers l'appui financier du gouvernement annoncé dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Les négociations de prêts bancaires viennent en second lieu suivit de la recherche de nouveaux actionnaires et du financement à fond propre.

INTRODUCTION

Tout comme les économies voisines et partenaires, l'économie Burkinabè a connu des perturbations liées à la crise du Covid-19. L'instauration des mesures restrictives par les gouvernements à travers le monde a engendré de part et d'autre des contractions des échanges mondiaux occasionnant à la fois des baisses significatives du volume d'emploi, d'investissement et de la consommation. Si l'évolution du climat des affaires détermine les choix d'investissement des entreprises, recueillir les informations pertinentes sur l'environnement économique permettent à l'ensemble des acteurs et en particulier à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso d'appréhender les évolutions tendancielle des agrégats macroéconomiques pour anticiper des actions qui concourent au bon fonctionnement de l'économie toute entière.

C'est fort de cette mission que l'institution consulaire réalise semestriellement une consultation auprès de ses ressortissants afin de recueillir leurs opinions et leurs attentes sur l'évolution des affaires. Le rapport synthétique sur la perception du climat des affaires qui sanctionne cette consultation a pour objectifs de :

- Présenter l'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution du climat des affaires au premier semestre 2020 ;
- Mettre en exergue les facteurs qui ont le plus influencé l'environnement des affaires au cours du premier semestre ;
- Présenter les prévisions d'évolution au second semestre 2020 ;
- Formuler des recommandations.

Aussi, ce rapport fait un bref aperçu des effets de la crise sanitaire de COVID-19 sur l'activité économique au niveau national.

Les données primaires qui sont analysées dans le présent rapport ont été collectées auprès des opérateurs économiques du secteur formel et de l'informel des treize régions du Burkina Faso. La collecte s'est déroulée du 1^{er} au 15 juillet 2020 et a concerné les chefs d'entreprises du secteur du commerce, de l'industrie et des services. Quant aux données secondaires, elles proviennent des rapports d'institutions nationales et internationales.

I. APERCU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE

Points saillants

Les projections de l'impact de la crise sanitaire sur l'économie mondiale en 2020 ont été revues à la hausse avec des contractions plus sévères passant de 3% en avril 2020 à 4,9% en juin 2020 (FMI, juin 2020).

En Afrique, le PIB réel dans sa globalité devrait se contracter de 1,7% en 2020 soit une baisse de 5,6 points de pourcentage par rapport aux projections de janvier 2020, faites sur la base d'un scénario que la pandémie de COVID-19 serait éphémère (BAD, juillet 2020). Si la pandémie se poursuit au-delà du premier semestre 2020, la contraction du PIB en 2020 sera plus profonde, atteignant 3,4 %, soit une baisse de 7,3 points de pourcentage par rapport à la croissance projetée avant la pandémie.

L'économie de l'espace UEMOA, serait impacté par une baisse de la croissance moyenne de l'ordre de 1,3% en 2020 contre 6,6% initialement prévu pour la zone. Ces effets seront dotant plus accentués que les partenaires principaux de l'espace à savoir la Chine et la Zone Euro verront leurs économies fortement impactées par la crise.

Au Burkina Faso, le taux de croissance s'établirait à 2% en 2020 contre une prévision initiale de 6% (DGEP, juillet 2020). Cette croissance serait tributaire d'une part de la hausse du cours de l'once d'or (premier produit d'exportation) de l'ordre de 16,9% entre janvier et juin 2020 et d'autre part de la baisse du cours du coton (deuxième produit d'exportation du pays) de 14,3%, suivie de la chute du cours du zinc (5ème produit d'exportation) de près de 13,9% sur la même période.

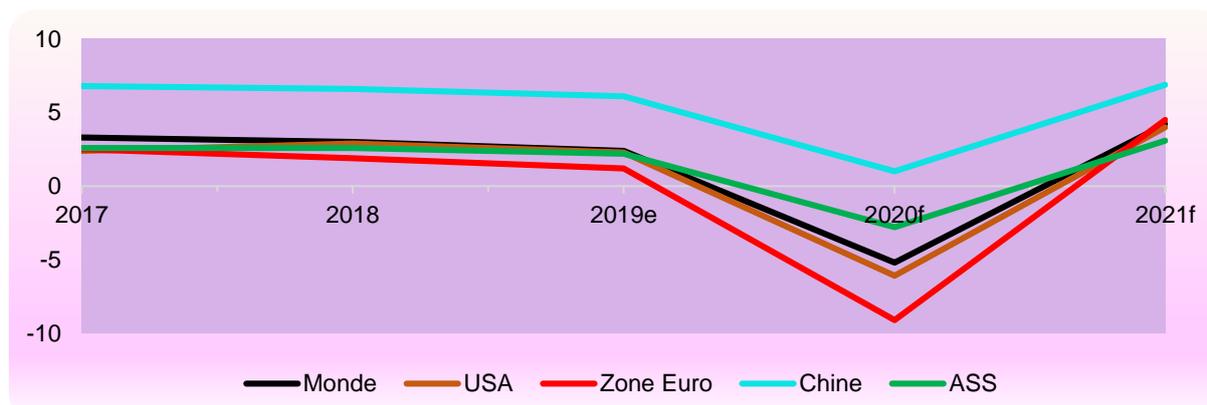
I. APERCU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE

I.1. Conjoncture internationale

Si l'économie mondiale devrait connaître une contraction de 3% en 2020 selon les Perspectives de l'Economie Mondiale du Fonds Monétaire International (FMI) d'avril 2020, le rapport de l'Institution en juin accentue l'effet de la crise de la COVID-19 sur l'activité économique et évalue désormais la contraction à 4,9% contre 5,2% pour les projections de la Banque mondiale. En effet, la pandémie de COVID-19 aurait eu un impact négatif plus important que prévu sur l'activité économique mondiale au cours du premier semestre 2020. A cet effet, les échanges commerciaux auraient baissé de près de 3,5% en glissement annuel, sur le seul trimestre de janvier-mars en raison de la faiblesse de la demande, de l'effondrement du tourisme international et des ruptures d'approvisionnement provoquées par les mesures de confinement. En conséquence, cette crise sanitaire a provoqué un double choc négatif tant du côté de l'offre que de celui de la demande si bien que le dollar a perdu 1,35% de sa valeur au premier semestre de l'année. De ce fait, les pressions à la baisse sur les prix, dues à la diminution de la demande globale et à la baisse des prix du carburant (37,2% entre janvier et juin) ont compensé les éventuelles pressions à la hausse liées à l'augmentation des coûts dues surtout aux ruptures d'approvisionnement. Néanmoins, l'impact négatif est plus criard, et il s'avère particulièrement sévère sur les ménages à bas revenus.

Toutefois, selon le FMI, les conditions financières se sont assouplies au deuxième trimestre de l'année contrairement au premier, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. En effet, les pays dans leur ensemble ont pris des mesures de grande envergure évaluées à plus de 11 000 milliards de dollars (Outil de suivi du FMI) qui ont permis de limiter les effets néfastes et de donner espoir à une probable reprise devant être progressive vers une croissance attendue à 5,4% en 2021. Cette croissance est projetée à 4,2% par la Banque mondiale.

Dans cette veine, le rapport *Global Economic Prospects* de juin 2020 du groupe de la Banque mondiale estime que les pays de **la zone Euro** seraient les plus durement affectés avec une contraction de -9,1% contre 1% en **Chine**. Si aux **Etats-Unis** le taux de croissance envisagé se situe à -6,1%, il est de -2,8% en **Afrique subsaharienne**.

Figure 1 : Prévision et estimation de la croissance dans quelques économies du monde

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2020/ Notre construction à partir des données de la Banque mondiale

Selon le rapport supplément des Perspectives économiques en Afrique du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) de juillet 2020, le PIB réel de **l’Afrique** dans sa globalité devrait se contracter de 1,7% soit une baisse de 5,6 points de pourcentage par rapport aux projections de janvier 2020. En effet, la croissance de l’Afrique, à cette date, était prévue à 3,9% en 2020 sur un scénario que la pandémie de COVID-19 serait éphémère. Dans sa nouvelle projection, l’institution estime que si la pandémie se poursuit au-delà du premier semestre de 2020, la contraction du PIB en 2020 sera beaucoup plus marquée, de l’ordre de 3,4 %, soit une baisse de 7,3 points de pourcentage par rapport à la croissance projetée avant la pandémie. En conséquence, près de 49 millions d’africains pourraient être plongés dans l’extrême pauvreté en particulier l’Afrique Occidentale et Centrale.

Pour la BAD, à travers un scénario plus prudent l’économie de **l’Afrique occidentale** devrait se contracter de 2,0% en 2020, soit 6 points de pourcentage de moins que le taux de croissance prévu avant la pandémie. Dans le pire des cas, avec une durée prolongée jumelée à une ampleur de propagation de la COVID-19 jusqu’en fin 2020, le PIB réel pourrait chuter de 4,3 %. La croissance dans la région sera affectée par une combinaison de canaux de transmission, comprenant la baisse des prix des produits de base, les faibles flux financiers, la baisse des recettes touristiques et une volatilité accrue des marchés financiers. Le ralentissement de la croissance de la production se traduira par une croissance négative du revenu par habitant de -4,3%, avec son corollaire de crises sociales.

I.2. Conjoncture nationale

La crise sanitaire a profondément impacté l’économie de **l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** en raison des mesures de confinement, de la baisse des cours des

matières premières ainsi que de la rupture des chaînes d'approvisionnement mondiales d'où une baisse importante des volumes d'exportations et d'importations des pays de l'Union. Le ralentissement des activités économiques de la zone Euro et de celui de la Chine, principaux partenaires de l'UEMOA, aurait davantage accentué l'effet de la récession économique. Ainsi, le taux de croissance moyen ressortirait à 1,3% contre 6,6% initialement prévu pour la zone.

Tableau 1 : Evolution du taux de croissance dans les pays de l'UEMOA

Economie	2017	2018	2019e	2020f	2021f
Bénin	5,8	6,7	6,9	3,2	6,0
Burkina Faso	6,3	6,8	5,7	2,0	5,8
Côte d'Ivoire	7,4	6,8	6,9	2,7	8,7
Guinée-Bissau	5,9	3,8	4,7	-1,6	3,1
Mali	5,3	4,7	5,1	0,9	4,0
Niger	4,9	6,5	6,3	1,0	8,1
Sénégal	7,4	6,4	5,3	1,3	4,0
Togo	4,4	4,9	5,3	1,0	4,0
UEMOA	5,9	5,8	5,8	1,3	5,5

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction à partir des données de la Banque mondiale

Précisément au Burkina Faso, le PIB aurait reculé de près de 6,6% par rapport au dernier trimestre de 2019. Ce recul est principalement dû à l'impact de la COVID-19 sur les secteurs secondaire (-13,5%) et tertiaire (-12,9%) selon le rapport de juillet 2020 de la Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP). En conséquence, le taux de croissance est établi à 2% en 2020 contre une prévision initiale de 6%. Cette situation s'explique par la baisse du cours du coton de 14,3%, deuxième produit d'exportation du pays, passant de 1,03 millions de FCFA la tonne en janvier à 871 144 FCFA en juin 2020. Ce fait est consécutif à la chute du cours du zinc (5^{ème} produit d'exportation) de près de 13,9%. Fort heureusement, on dénote sur la même période une progression du cours de l'once d'or, premier produit d'exportation, de l'ordre de 16,9% qui atteint 1 041,7 FCFA en fin juin. Cette tendance haussière devrait se maintenir sur une période plus ou moins longue.

Références bibliographiques

1. Perspectives de l'Economie Mondiale, FMI Juin 2020.
2. Global Economic Prospects, Groupe de la Banque mondiale Juin 2020.
3. Perspectives Economiques en Afrique 2020, Banque Africaine de Développement Juillet 2020.
4. Rapport de suivi des indicateurs de l'économie et du développement du mois de juin 2020, Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), Juillet 2020.
5. Site www.or.fr du 15 Août 2020.

II - CADRE METHODOLOGIQUE

Points saillants

La collecte des données, du 1 au 15 juillet 2020, de l'enquête de perception du climat des affaires s'est faite auprès des entreprises de types formels et informels de trois secteurs d'activités dont le secteur du commerce, de l'industrie et des services. Toutes les 13 régions du pays ont été concernées par l'enquête.

La méthode de sondage utilisée est celle du sondage stratifié proportionnel à la taille (Contribution à l'économie nationale).

Deux bases de sondage ont été utilisées pour l'échantillonnage dont le Fichier National des Entreprises et des Regroupements d'Entreprises (Fichier NERE) et le fichier de la Direction Générale des Impôts (DGI).

Sur 975 entreprises échantillonnées, 935 ont été enquêtées soit un taux de réponse de 96%.

La perception du climat des affaires est mesurée à travers un indice synthétique de 13 facteurs dont le cadre macroéconomique et réglementaire, le climat social, le climat politique, l'insécurité, l'emploi, les infrastructures, les investissements, les exportations, la qualité des services publics, les pratiques dans les marchés publics, la demande globale, la corruption et le financement bancaire.

II. METHODOLOGIE

II.1. Méthodologie de l'enquête

II.1.1. Champ de l'étude et unité d'observation

L'enquête porte sur les entreprises formelles et informelles dans le secteur du commerce, de l'industrie et des services. Toutes les 13 régions que compte le pays sont concernées par l'étude et seules les entreprises en activité à la date du 30 juin 2020 et celles fermées au cours du premier semestre 2020 sont questionnées. La collecte des données s'est déroulée du 1 au 15 juillet 2020.

II.1.2. Base de sondage

Deux bases de sondage ont été utilisées pour le tirage de l'échantillon d'entreprises à enquêter. Il s'agit du fichier National des Entreprises et des Regroupements d'Entreprises (fichier NERE) et de la base de données de la Direction Générale des Impôts. Le fichier NERE est la base de données des entreprises formelles gérées par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso. Il est composé de 118 086 entreprises réparties en 605 activités principales regroupée en quatre grandes catégories (Commerce, services, industrie, artisanat) à la date du 31/12/2019. Cette base est utilisée pour le tirage de la liste des entreprises formelles car elle est exhaustive et est la seule base dont les adresses des entreprises sont régulièrement mises à jour, donc joignables pour la plupart ; ce qui permettrait de respecter la structure de l'échantillon tiré.

La seconde base est celle de la DGI qui est utilisée pour la stratégie d'échantillonnage des entreprises. Elle est l'unique base qui tient compte du poids de chaque secteur d'activité à l'économie nationale. Par ailleurs, elle permet aussi l'identification des cessations d'activités des entreprises.

Ces deux bases suivent l'évolution de la structure de l'économie nationale et sont mieux indiquées que celle du dernier recensement industrielle et commercial (2016) qui pourrait être obsolète en 2020 pour la présente étude (fermetures des entreprises, contacts injoignables, changement d'activité...).

La sélection des entreprises informelles s'est faite sur le terrain par les enquêteurs en respectant le quota et la structure de l'échantillon suivant le poids de l'informel dans l'économie nationale. Elles sont identifiées à travers la non possession d'un numéro de Registre de commerce et de crédit mobilier (RCCM), de l'Identifiant financier unique (IFU) et du numéro employé (numéro CNSS).

II.1.3. Stratégie d'échantillonnage et taille de l'échantillon

La méthode de sondage utilisée est le sondage stratifié proportionnel à la taille (Contribution à l'économie nationale). Un échantillon est tiré dans chaque strates suivant la localisation géographique (les 13 régions administratives) et la catégorie d'activité (commerce, services, industrie).

La formule de détermination de la taille de l'échantillon des entreprises formelles s'écrit alors en tenant compte du taux de non réponse r est :

$$n = (1 + r) \frac{z^2 p(1 - p)}{e^2 + \left(\frac{z^2 p(1 - p)}{N}\right)}$$

Où N est la taille de la population (le nombre d'entreprises de notre base de sondages), e la marge d'erreur relative souhaitée, z le quantile d'ordre α (où α est le seuil critique) de la loi normale. Le paramètre p est la prévalence de la variable d'intérêt. Ici p est fixé à **0,5** et le seuil critique $\alpha = 5\%$ donc la côte z égale à **1,96**. L'erreur relative est fixée à **3,5%** avec un taux de non réponse r estimée à **15%**. Sur cette base, un échantillon de **878** entreprises formelles à enquêter a été déterminé.

En ce qui concerne le nombre d'entreprises à enquêter dans le secteur informel, il a été fixé de façon à tenir compte de leur poids (en matière de chiffre d'affaires) relativement faible dans la dans l'économie nationale. Ainsi le nombre d'entreprises du secteur informel à enquêter représente **11%** de l'échantillon global soit **97** entreprises. L'échantillon global d'enquête est de **975** entreprises réparties proportionnellement aux 13 régions administratives du Burkina Faso.

II.2. Méthode de construction de l'indice de perception du climat des affaires

L'indicateur synthétique du climat des affaires est un outil d'appréciation, par les chefs d'entreprises, de l'évolution de l'environnement des affaires à travers des variables économiques.

La Direction des Etudes et de la Stratégie suit, de façon semestrielle, un ensemble de variables permettant d'évaluer et de comparer aux périodes précédentes le climat des affaires et proposer des politiques d'accompagnement plus adaptées au secteur privé.

Parmi ces variables, l'on peut citer le cadre macroéconomique et règlementaire, le climat social, le climat politique, l'insécurité, l'emploi, les infrastructures, les investissements, les

exportations, la qualité des services publics, les pratiques dans les marchés publics, la demande globale, la corruption et le financement bancaire.

La construction de l'indice synthétique s'est faite en plusieurs étapes.

En rappel, l'année de base est 2018. Elle représente l'année à partir de laquelle, le questionnaire de l'enquête de perception a été modifié pour prendre en compte les variables citées plus haut.

La première étape consiste à transformer l'échelle d'évaluation des variables qui entrent dans la construction de l'indice en une notation allant de 0 à 1. De ce fait, les variables à modalités exclusives « oui ou non » ont été recodé en « 1 ou 0 » respectivement. Les valeurs 0, 0,5 et 1 ont été attribuées respectivement aux modalités Mauvaise, Acceptable et Bonne ou aux modalités Impact Négatif, Pas d'impact majeur et Impact positif. Quant aux variables à quatre modalités, elles ont été recodé de 0 à 1 avec 0=Arrêt, 1/3=Baisse, 2/3=Stable et 1=Hausse.

Aussi, pour chaque variable recodée, les observations ont été pondérées par le poids relatif de l'entreprise en chiffre d'affaires afin de dégager un indice élémentaire pour chacune des variables « y ».

$$C_y = \sum_{i=0}^1 x_i | P_i^y$$

Où C_y représente l'indicateur élémentaire associé à la variable y

X_i = la note donnée pour l'appréciation de la variable y, cette note est comprise entre 0 et 1 ;

P_i^y = la part en termes de chiffre d'affaires des entreprises ayant donné la note x_i à la variable y.

La seconde étape a consisté à calculer l'indice de perception du climat des affaires en regroupant dans un premier temps les différentes variables en 13 domaines (d) et dans un second temps, à calculer pour chacune des 13 domaines un indice de perception à partir de la formule ci-dessous (Par exemple le domaine « qualité des services publics » a été apprécié par 10 variables dont la justice, la douane, le domaine(foncier), le tribunal du commerce, etc.) :

$$Id = \frac{1}{n_d} \sum_{y=1}^n C_y^d$$

n_d le nombre de variables contenu composant le domaine d et I_d l'indicateur du domaine d .

L'indicateur synthétique du climat des affaires (I_{pca}) s'obtient en faisant la moyenne arithmétique des 13 indicateurs de perception des différents domaines sous l'hypothèse que l'impact de chaque variable sur le climat des affaires peut être considérable et produire des effets d'entraînement sur les autres variables. Cette hypothèse forte est vérifiée dans les modèles macroéconomiques dynamiques où tous ces agrégats se révèlent être corrélés.

$$I_{pca} = \frac{1}{13} \sum_{d=1}^{13} c_y^d$$

Enfin, à l'étape finale, il s'agira de comparer l'indice synthétique en se référant à l'année de base tout en mettant en exergue les variables dont l'évolution a contribué à améliorer ou dégrader la valeur moyenne de l'indice de perception.

II.3. Présentation des données

Le tableau ci-dessous montre la répartition de l'échantillon par taille ainsi que le taux de réponse obtenu lors de l'opération de collecte des données.

Tableau 2: Structure de l'échantillon et taux de réponses

Localité	Taille	Poids	Echantillon de base	Réalisation	Taux de réponse
Centre	Grande entreprise	8%	38	36	95%
	Petite et moyenne entreprise	20%	95	93	98%
	Micro entreprise	61%	292	278	95%
	Informel	11%	52	52	100%
Hauts Bassins	Grande entreprise	8%	7	7	100%
	Micro entreprises	61%	56	52	93%
	Petite et moyenne entreprise	20%	18	16	89%
	Informel	11%	10	9	90%
Autres régions	Grande entreprise	8%	33	30	91%
	Petite et moyenne entreprise	20%	81	77	95%
	Micro entreprises	61%	248	240	97%
	Informel	11%	45	45	100%
Total			975	935	96%

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Le schéma de la répartition de l'échantillon et les taux de réponses par région et par secteur d'activités sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau 3 : Répartition de l'échantillon par région et taux de réponses

Libellé	Echantillon de base	Réalisation	Taux de Réponse
Commerce	517	518	100%
Boucle du Mouhoun	19	23	121%
Cascades	19	23	121%
Centre	255	246	96%
Centre Est	19	22	116%
Centre Nord	19	15	79%
Centre Ouest	19	19	100%
Centre Sud	19	24	126%
Est	19	16	84%
Hauts Bassins	53	52	98%
Nord	19	24	126%
Plateau Central	19	15	79%
Sahel	19	18	95%
Sud Ouest	19	21	111%
Industrie	166	132	80%
Boucle du Mouhoun	6	1	17%
Cascades	6	3	50%
Centre	85	82	96%
Centre Est	6	0	0%
Centre Nord	6	4	67%
Centre Ouest	6	4	67%
Centre Sud	6	4	67%
Est	6	5	83%
Hauts Bassins	15	12	80%
Nord	6	3	50%
Plateau Central	6	10	167%
Sahel	6	2	33%
Sud-Ouest	6	2	33%
Services	292	285	98%
Boucle du Mouhoun	12	11	92%
Cascades	12	13	108%
Centre	137	131	96%
Centre Est	12	14	117%
Centre Nord	12	14	117%
Centre Ouest	12	12	100%
Centre Sud	12	8	67%
Est	12	13	108%
Hauts Bassins	23	20	87%
Nord	12	10	83%
Plateau Central	12	12	100%
Sahel	12	18	150%
Sud Ouest	12	9	75%
Total général	975	935	96%

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

III. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE SOCIO ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2020

Points saillants

Les perspectives économiques pour le premier semestre 2020 laissaient voir un regain d'optimisme des chefs d'entreprises se traduisant par une amélioration nette du climat des affaires. Cependant le choc du COVID-19 pousse brusquement l'activité économique dans une récession avec des conséquences dramatiques sur le climat social.

L'activité économique de la quasi-totalité des entreprises (93,61%) se trouve négativement impactée par la crise sanitaire.

L'indice de perception du climat des affaires se dégrade davantage pour se situer à un niveau de réalisation de 0,31 tandis que le terrorisme a connu un recul sur la même période du premier semestre 2020.

Tous les secteurs ont connu un ralentissement de leurs activités. Cependant le secteur du commerce a été le plus sévèrement touché faisant tomber l'indice de perception du commerce à 0,28 contre 0,40 pour l'industrie et 0,33 pour les services.

Le niveau de l'emploi et des investissements n'ont pas connu de changement majeur dans l'industrie comparativement au second semestre 2019, tandis que les secteurs des services et du commerce connaissent une forte contraction de ces indicateurs.

Les scores de l'indice de perception du chiffre d'affaires estimés à 0,32 pour l'industrie, 0,16 pour les services et 0,07 pour le commerce restent tous en dessous du niveau de stabilité (0,5).

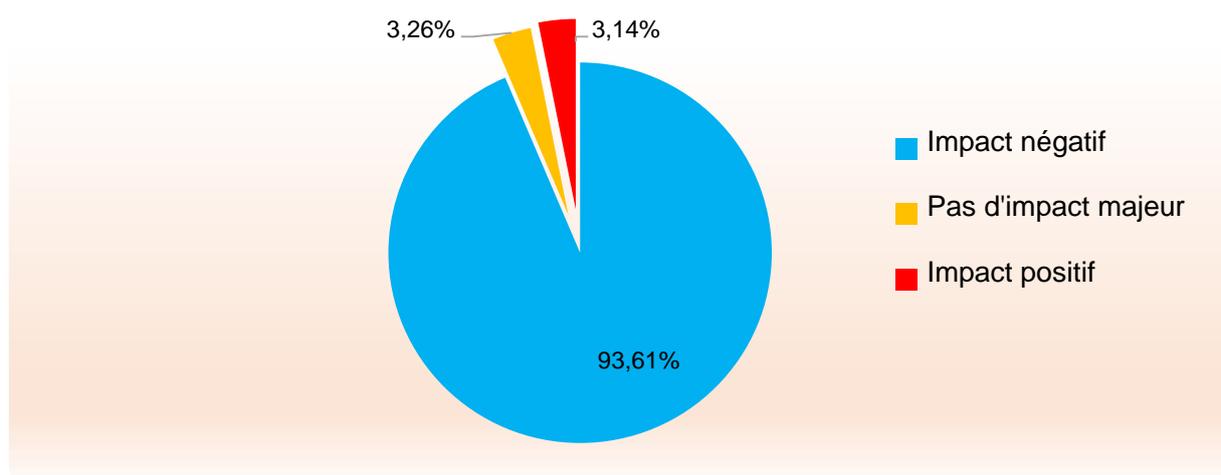
Les baisses du niveau de la trésorerie ont été moins percutantes dans le secteur des services (0,31) et l'industrie (0,14) que dans le commerce (0,05).

Le commerce international de biens et services a été pratiquement à l'arrêt chez tous les importateurs et exportateurs durant le premier semestre 2020

III. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE SOCIO ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2020

Les chefs d'entreprises que ce soit du commerce, de l'industrie ou des services, partageaient les mêmes opinions quant à l'évolution des activités économiques au premier semestre 2020. En effet, comme l'indiquait l'indice de prévision de la perception du climat des affaires (0,59) de janvier à juin 2020, les perspectives économiques laissaient voir un regain d'optimisme des chefs d'entreprises se traduisant par une amélioration nette du climat des affaires. Ces perspectives résulteraient à la fois d'une amélioration de la conjoncture économique et de la conjoncture sociale. Malheureusement le choc du COVID-19 a poussé brusquement l'activité économique dans une récession avec des conséquences dramatiques sur le climat social. L'économie se trouve doublement affectées par les chocs économiques extérieurs et intérieurs. L'activité économique de la quasi-totalité des entreprises (93,61%) se trouve négativement impactée par la crise (voir figure ci-dessous).

Figure 2: Proportion des entreprises suivant les effets du COVID-19 sur leurs activités

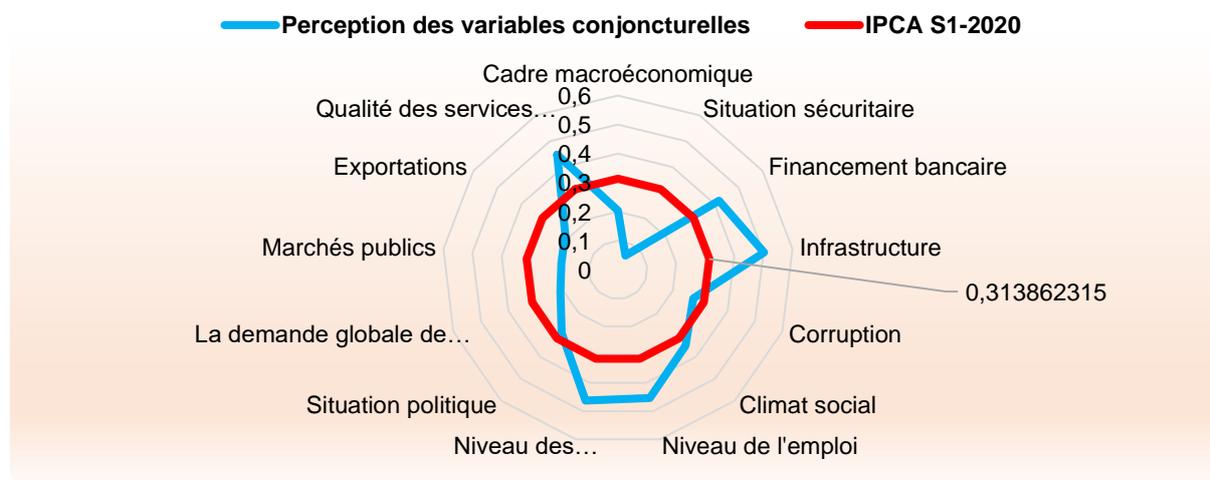


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

III.1. Aperçu général du climat des affaires au premier semestre 2020

En se référant aux opinions des chefs d'entreprises sur la tenue de l'activité économique au cours du premier semestre 2020, il ressort une dégradation prononcée du climat des affaires. En effet, on note une chute de l'indice de perception du climat des affaires (IPCA) de 0,15 point, passant ainsi de 0,46 pour le second semestre 2019 à 0,31 pour le premier semestre 2020 (voir figure ci-dessous). Ce résultat est la résultante d'une combinaison de plusieurs facteurs dont le cadre macroéconomique, la situation sécuritaire, le financement bancaire.

Figure 3: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020

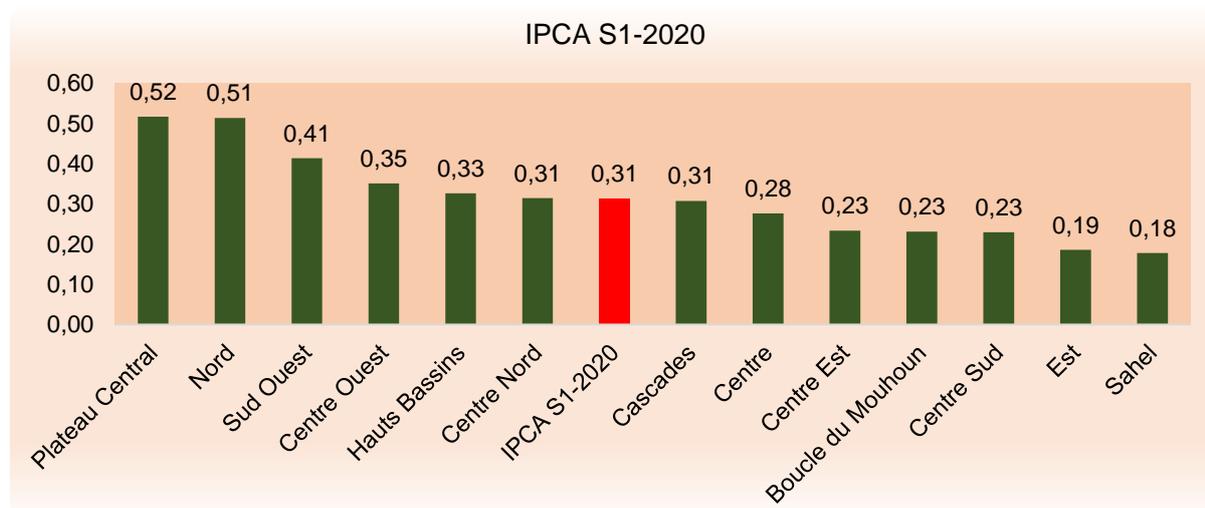


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Cependant certains handicaps propres à des régions, en particulier la crise sécuritaires et humanitaires (déplacés internes) accentuent les risques d'un climat défavorable aux affaires (Voir figure suivant). En effet, les régions du Sahel, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Nord, les plus durement touchées par l'insécurité ont été les plus affectés par le ralentissement de l'activité économique à l'exception de la région du Nord (0,51) qui s'est montrée plus résiliente en maintenant le même niveau d'activité que celui du second semestre 2019. On note de passage que cette dernière n'a enregistré aucun cas de COVID-19 sur la période du premier semestre 2020.

Par ailleurs, les régions du Plateau Central et du Sud-Ouest ont aussi quant à elles, connues une période de stabilité du climat des affaires au cours du premier semestre 2020.

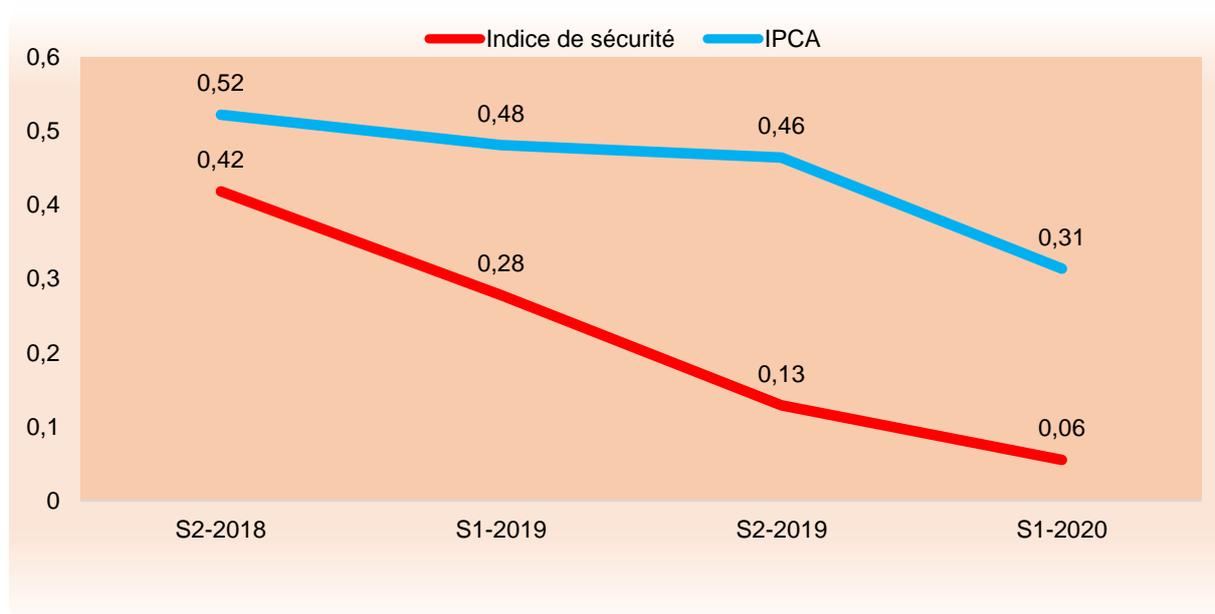
Figure 4: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020 par région



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

L'analyse comparée de l'IPCA sur les quatre derniers semestres montre une tendance générale à la baisse du niveau de l'indicateur témoignant ainsi une dégradation continue du climat des affaires au niveau national. La baisse s'est plus accentuée au cours du premier semestre 2020, alors que le terrorisme a connu un repli sur la même période. Cette chute brutale de l'IPCA, est plus imputable aux perturbations économiques engendrées par la crise de COVID-19. En rappel, le chiffre d'affaires moyen s'est contracté de 91% suite aux mesures restrictives prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la maladie à coronavirus (CCI-BF, mai 2020).

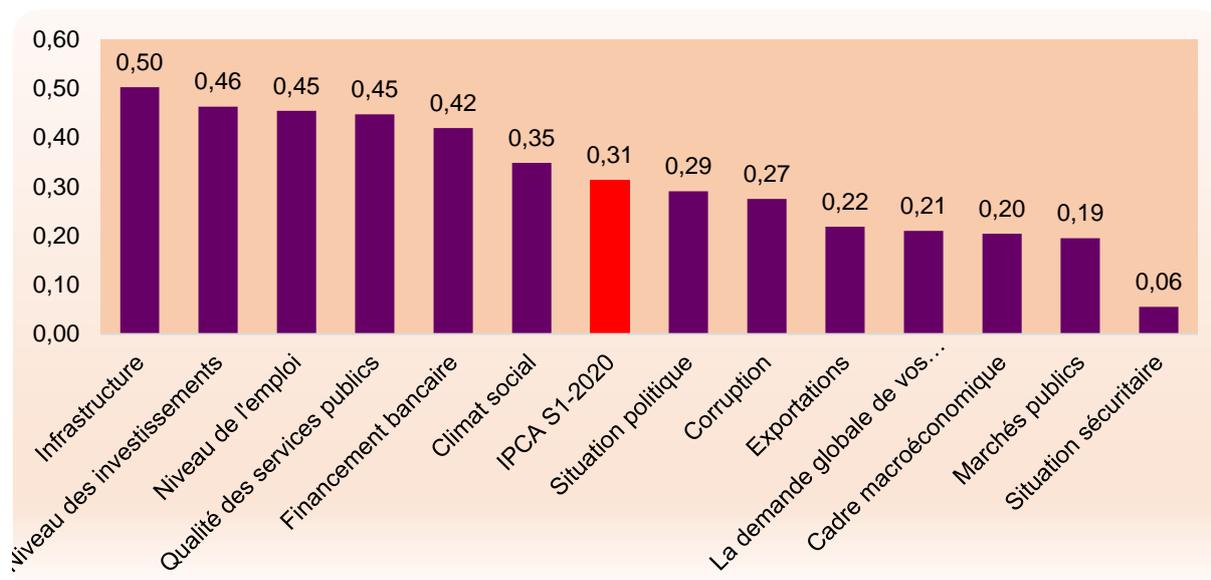
Figure 5: Evolution de l'Indice semestriel de perception du climat des affaires



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

L'examen des indicateurs partiels (voir figure suivante) ayant concouru à la construction de l'IPCA global, montre que le climat des affaires a été plus affecté par **la situation sécuritaire de plus en plus dégradante (0,06)** à laquelle vient s'ajouter le cadre des marchés publics défavorable (0,19), le cadre macroéconomique (0,20), la demande globale (0,21) et les exportations (0,22) qui, d'ailleurs, sont pratiquement à l'arrêt du fait des mesures barrières imposées par la crise sanitaire aux pays sans exception. Cependant, l'on dénote une certaine satisfaction pour le niveau des infrastructures (0,50), des investissements (0,46), de la qualité des services publics (0,45), et du niveau de l'emploi (0,45).

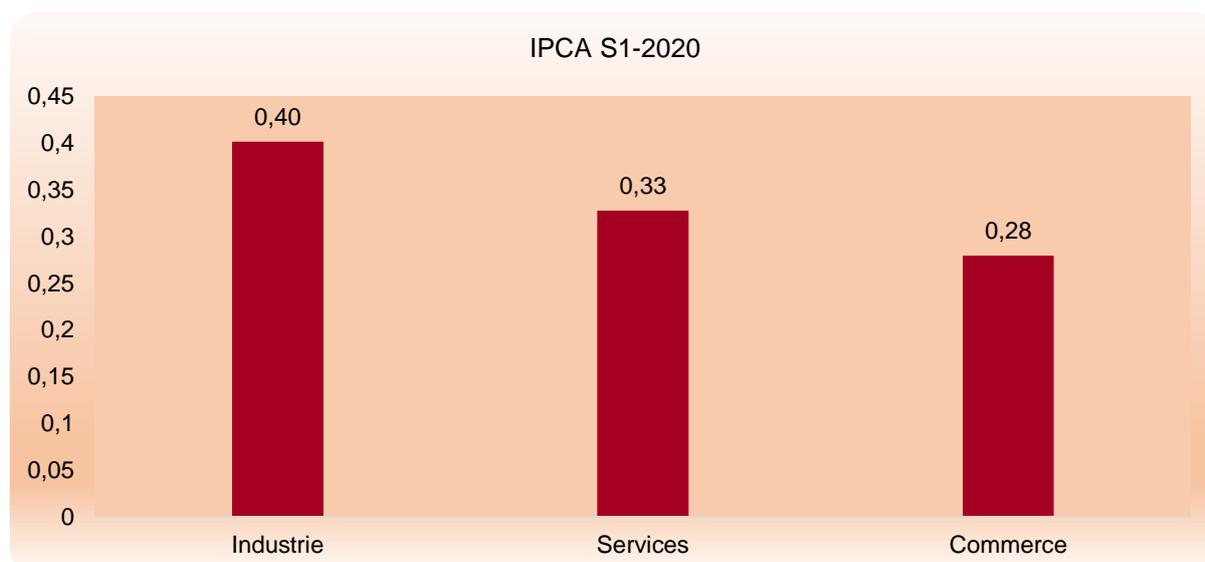
Figure 6: Evolution des variables conjoncturelles au cours du premier semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Au niveau sectoriel, le contexte dans lequel les entreprises ont exercé leurs activités économiques de janvier à juin 2020, n'a pas permis un véritable dynamisme auquel s'attendaient les chefs d'entreprises sur la période. En effet, le secteur du commerce a été le plus sévèrement touché par une dégradation du climat des affaires, faisant tomber l'IPCA à 0,28 contre une prévision de 0,69. Le secteur des services a été moins sensible que le commerce avec un score de 0,33 points. L'industrie par contre a connu un environnement quasi stable des affaires sur toute la période du premier semestre 2020.

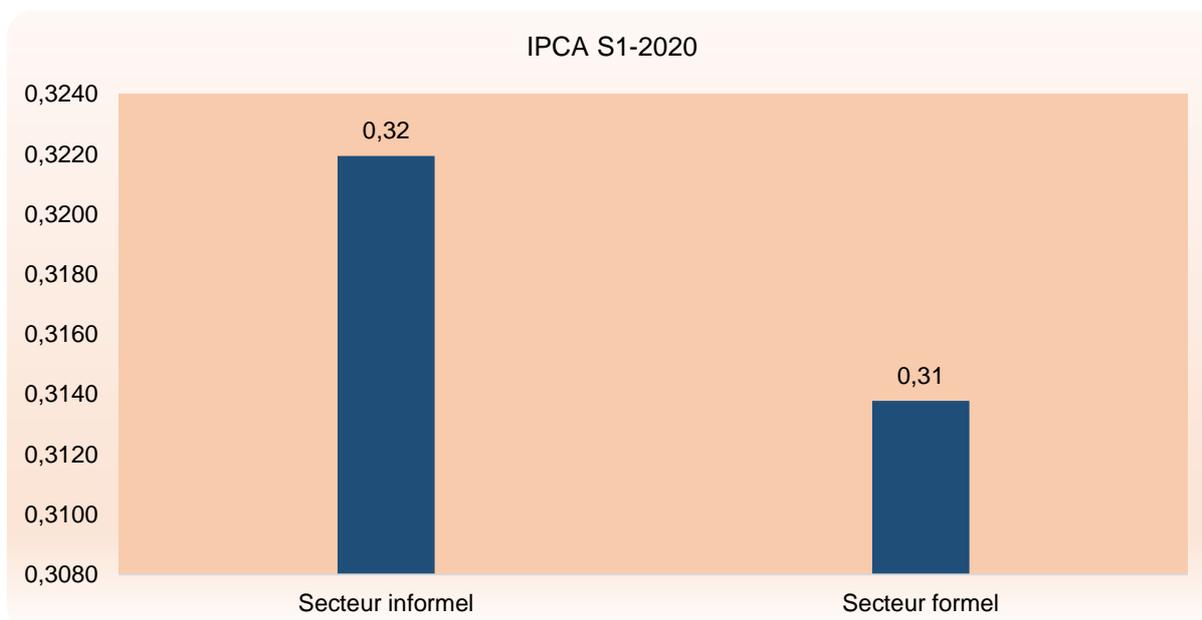
Figure 7: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020 par secteur d'activité



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

L'étude de la perception du climat des affaires au second semestre 2020 révèle aussi qu'être chef d'une entreprise formelle ou informelle, les appréciations de la conjoncture économique et sociale ne diffèrent pas. Les deux types d'entreprises restent affectés de la même manière.

Figure 8: Indice global de perception du climat des affaires au premier semestre 2020 par statut d'entreprise

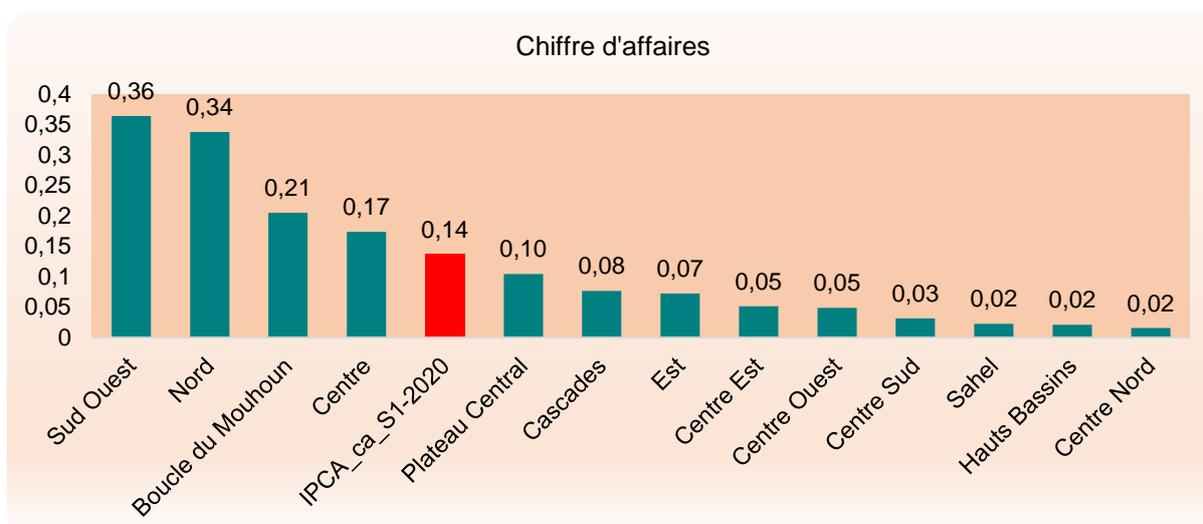


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

III.2. Evolution du chiffre d'affaire au premier semestre

Pour les chefs d'entreprises, le premier semestre 2020, fut une difficile période pour générer un chiffre d'affaires relatif à leur activité économique. C'est la période au cours de laquelle des mesures restrictives furent prises par le gouvernement pour circonscrire la maladie à coronavirus et éviter des contaminations de masse. Ces mesures ne sont pas restées sans répercussions sur l'activité économique nationale comme témoigne l'indice global de perception du chiffre des affaires (voir figure suivant). En effet, l'indice se situe à 0,13 indiquant une baisse drastique du chiffre d'affaires généré par les entreprises comparativement au second semestre 2019. Cette baisse est remarquable dans toutes les régions mais avec des effets plus contractés dans les régions du Centre Nord, des Hauts Bassins, du Sahel et du Centre Sud. La réponse rapide du gouvernement et des structures d'appui aux entreprises en termes d'accompagnement des entreprises devrait permettre un retour à la stabilité dans les mois à venir.

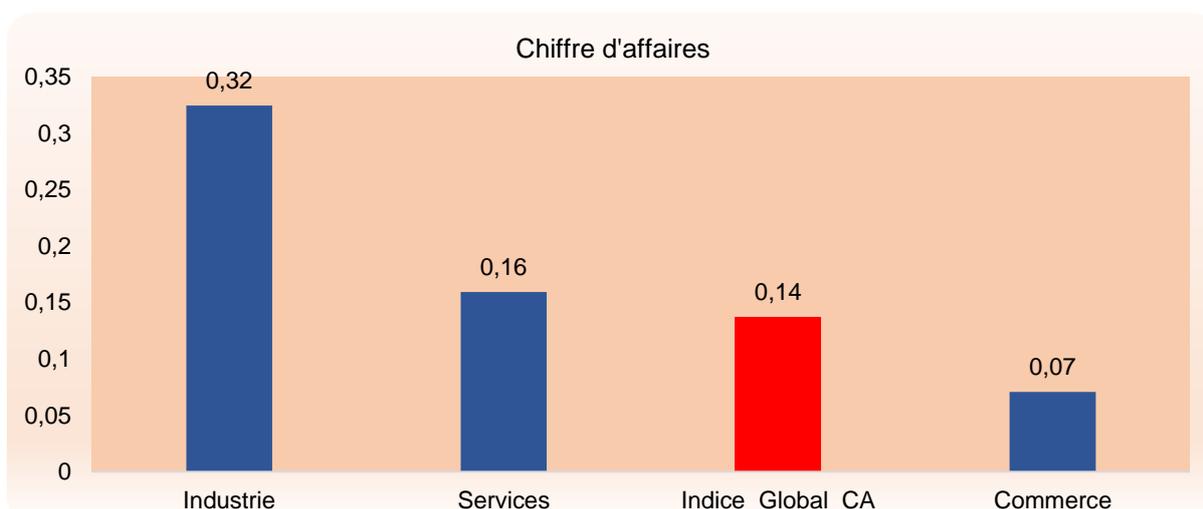
Figure 9: Indice de perception du chiffre d'affaires par région



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Au niveau sectoriel il convient de noter que le secteur de l'industrie, la plus résiliente, ressort avec un score de 0,32 au semestre écoulé contre 0,16 pour le secteur des services et 0,07 pour le commerce. Toutefois les indicateurs restent tous en dessous de 0,5 ou niveau de stabilité et 1 lorsque l'entreprise a réalisé une augmentation du chiffre d'affaires. La poursuite de politiques ambitieuses de relance est donc nécessaire pour permettre une accélération de la reprise.

Figure 10: Indice de perception du chiffre d'affaires par secteur d'activité



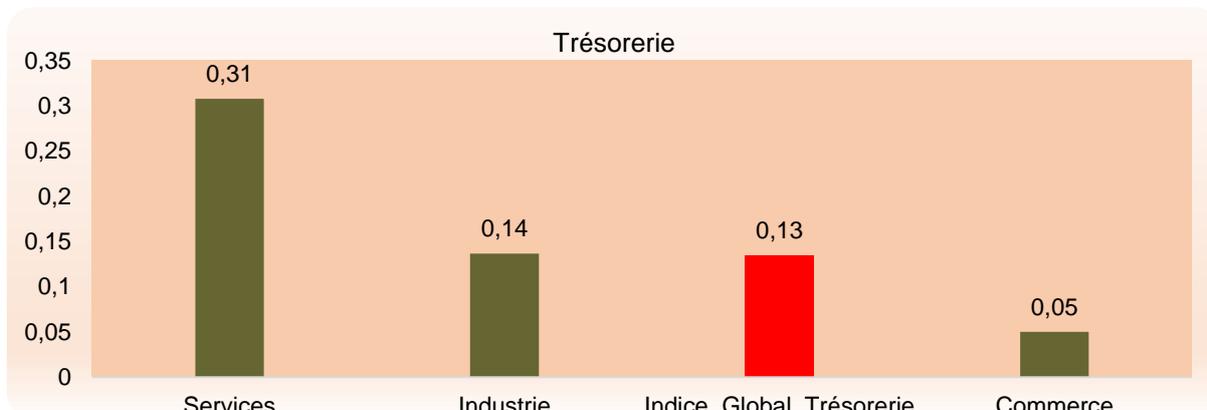
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

III.3. Evolution de la trésorerie

L'analyse du niveau de la trésorerie laisse voir une situation difficile des entreprises au cours du premier semestre 2020. En effet, l'ensemble des actifs détenus par les entreprises et disponible pour faire face à leurs dépenses ont connus une baisse dans tous les secteurs

d'activités. Les baisses ont été moins importantes dans le secteur des services (0,31) et l'industrie (0,14) que dans le commerce (0,05).

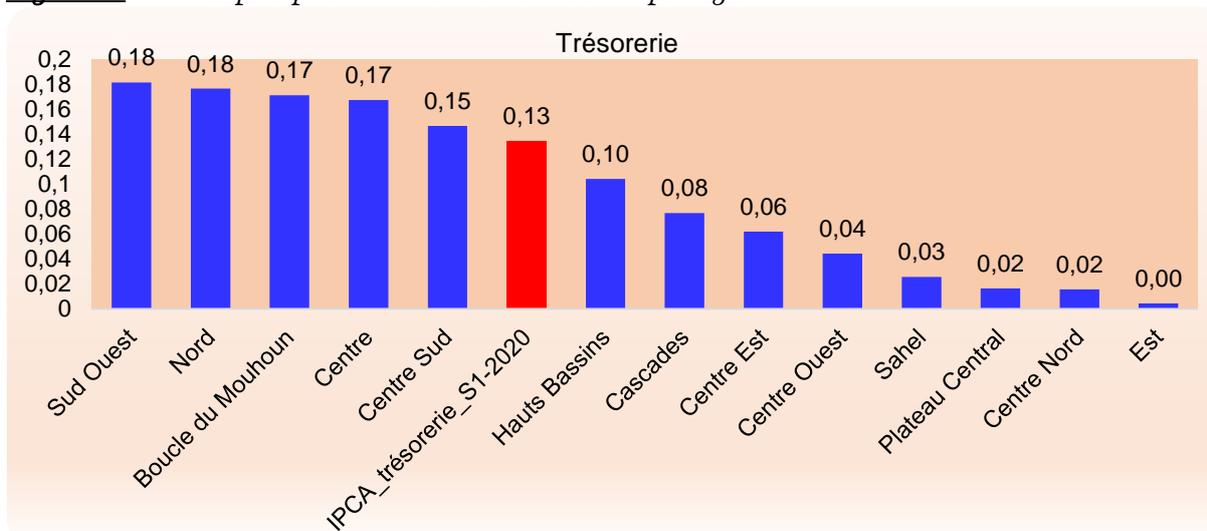
Figure 11: Indice de perception du niveau de la trésorerie par secteur d'activité



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Une analyse géographique révèle qu'aucune région n'a été épargnée par la baisse du niveau de de trésorerie des entreprises. Cependant l'ampleur de la baisse est plus profonde dans les régions de l'Est, du Centre Nord, du Plateau Central et du Sahel que dans les autres régions. La mise à disposition du fond d'accompagnement des entreprises par le gouvernement dans le cadre de la relance de l'économie face aux effets de la crise sanitaire du COVID-19, devrait permettre une tendance à l'équilibre de la trésorerie des entreprises dans les mois à venir. Toutefois, la nécessité de revoir les conditions d'accès pour permettre au plus grand nombre des entreprises affectées d'en bénéficier s'impose.

Figure 12: Indice de perception du niveau de la trésorerie par région

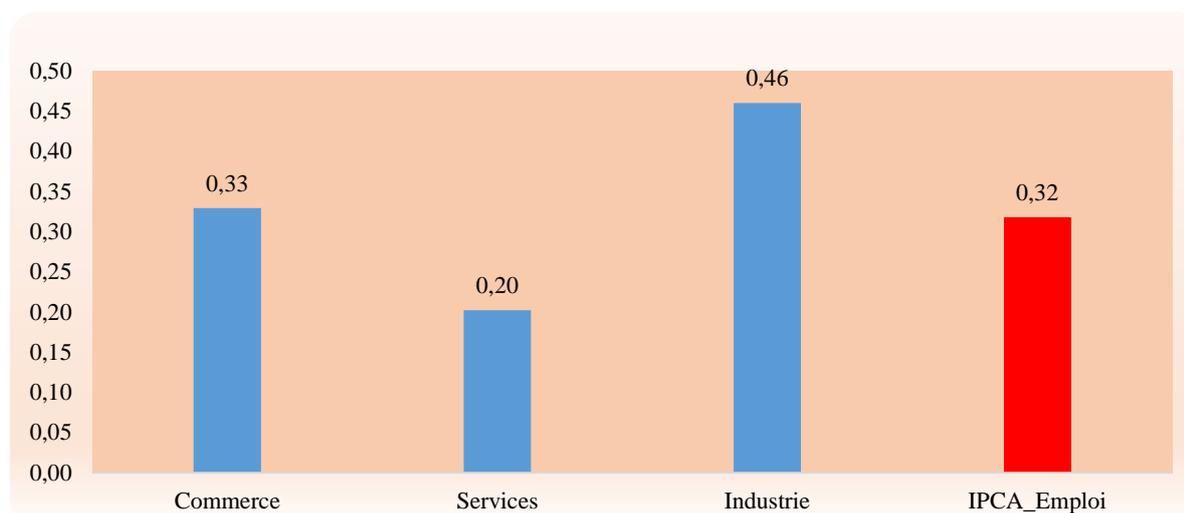


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

III.4. Evolution de l'emploi

Au premier semestre 2020, l'environnement des affaires n'a pas été favorable à l'emploi. L'indicateur de perception est ressorti à 0,32 traduisant une mauvaise perception par les chefs d'entreprises quant au niveau de l'emploi au premier semestre. Cette appréciation est tributaire aux effets ressentis de la crise de la Covid-19 avec ses lots de mesures de restrictions qui ont négativement impacté les activités économiques au premier semestre. Cette perception négative se manifeste à des degrés différents d'un secteur économique à l'autre. Les services semblent être le secteur ou le niveau de l'emploi a été le plus impacté (IPCA=0,20), suivi de celui du commerce (0,33). Dans le secteur de l'industrie (0,46), le niveau de l'emploi est resté relativement stable.

Figure 13 : Perception de l'emploi au premier semestre 2020



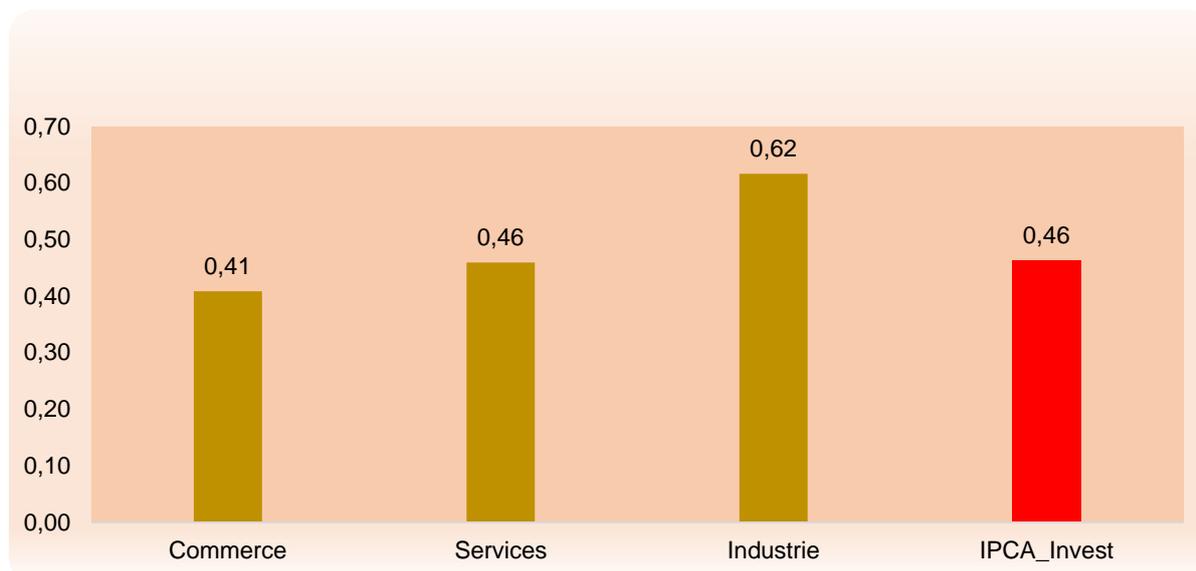
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

III.5. Evolution des investissements

Le niveau des investissements n'a pas été au rendez-vous des prévisions faites par les acteurs économiques en janvier 2020. L'indicateur de perception dans l'investissement s'est établi à 0,46 au premier semestre 2020 contre 0,49 au second 2019. Cela révèle que l'environnement économique au premier semestre 2020 n'a pas été favorable à l'investissement. Au niveau sectoriel, les valeurs de l'indice partiel dans l'investissement se sont nettement écartées des prévisions de janvier 2020 quant à la situation de l'investissement au premier semestre 2020. En effet, projeté pour 0,85 en janvier 2020, l'indicateur du niveau des investissements dans le secteur industriel s'est finalement établi à 0,62 pour le premier semestre 2020. L'indicateur du niveau des investissements dans le commerce a été mesuré à 0,41 alors que les prévisions de

janvier 2020 tablaient sur une valeur 0,71. Ces écarts entre les valeurs prévisionnelles et les valeurs réelles sont le résultat des perturbations de l'activité économique suite à la crise de la Covid19 intervenue au cours du premier semestre 2020.

Figure 14 : Perception de l'investissement au premier semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

III.6. Effet du COVID-19 sur les imports et les exportations au premier semestre 2020

Le volume des échanges extérieurs sont tributaires de la conjoncture internationale. La rupture des chaînes d'approvisionnement liées aux mesures de restriction des gouvernements dans le cadre de la lutte contre la propagation de la maladie à coronavirus a plombé le dynamisme des échanges avec l'extérieur.

C'est ainsi que 94% des chefs d'entreprises ont déclaré une baisse drastique voire l'arrêt total de leurs activités d'importation.

Tableau 4 : Situation des importations par secteur d'activité

Étiquettes de lignes	Commerce	Industrie	Services	Total général
Baisse	47%	48%	53%	48%
En arrêt	48%	48%	39%	46%
Hausse	1%	0%	0%	1%
Stable	4%	5%	8%	5%
Total général	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Les tendances des exportations sont similaires à celles des importations. En effet, 95 % des chefs d'entreprises exportateurs affirment à la baisse (à la limite en arrêt) leurs activités. Tous les secteurs d'activités sont confrontés de la même manière aux difficultés d'importation et d'exportation des biens et services.

Tableau 5: Situation des exportations par secteur d'activité

Étiquettes de lignes	Commerce	Industrie	Services	Total général
Baisse	45%	64%	61%	52%
En arrêt	51%	36%	31%	44%
Hausse	1%	0%	0%	1%
Stable	2%	0%	8%	4%
Total général	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Toutefois, l'ouverture récente des frontières du pays avec les autres pays de l'UEMOA devrait permettre une relance des activités de commerce extérieur avec ses partenaires.

IV. PRESPECTIVES ECONOMIQUES AU SECOND SEMESTRE 2020

Points saillants

Les perspectives économiques de l'ensemble des secteurs d'activités (commerce, industrie et services) au second semestre 2020 (IPCA_S2_2020=0,43) montre que les chefs d'entreprises s'apprêtent à enregistrer un léger rebond de leur activité économique comparativement au premier semestre 2020 (IPCA_S1_2020=0,31).

Cette amélioration serait tributaire de l'augmentation de la demande globale, de la qualité des infrastructures, du niveau des investissements, du financement bancaire et du niveau de l'emploi.

Pour soutenir cette nouvelle dynamique de l'activité économique, les chefs d'entreprises espèrent pour la majorité financer leur investissement à travers l'appui financier du gouvernement annoncé dans le cadre de lutte contre le COVID-19. La négociation de prêts bancaires est le second moyen de financement des activités suivit de la recherche de nouveaux actionnaires et du financement à fond propre.

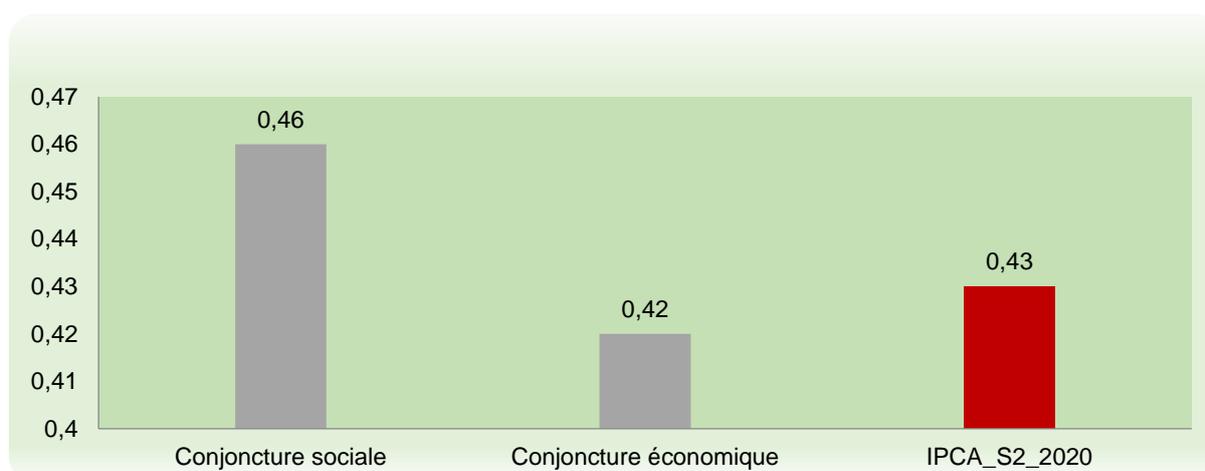
Toutefois le regain d'espoir des chefs d'entreprises pour le semestre suivant reste dépendant de la maîtrise de la situation sécuritaire, de la corruption et du climat politique.

IV. PRESPECTIVES ECONOMIQUES AU SECOND SEMESTRE 2020

IV.1. Prévisions dans l'ensemble et par secteur

Le climat des affaires au second semestre connaîtra une amélioration par rapport à celui du premier semestre. C'est ce qui indique l'indicateur de perception du climat des affaires. Evalué à 0,31 sur une échelle de 0 à 1 au premier semestre 2020, sa valeur prévisionnelle pour le second semestre est de 0,43. Ce regain d'espoir serait de l'avis des chefs d'entreprises du ralentissement de la crise de la Covid19 et de la levée progressive des mesures restrictives qui avaient été mise en place pour contenir la maladie à Coronavirus.

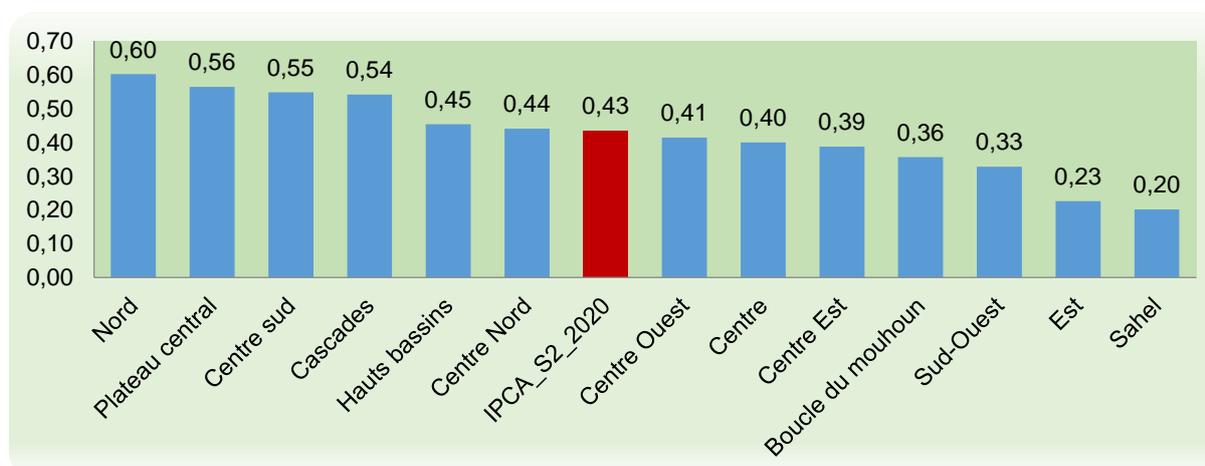
Figure 15 : Prévision du climat des affaires au second semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

L'indicateur de perception du climat des affaires connaîtra une évolution différente au second semestre 2020 selon que l'on évolue d'une région à l'autre.

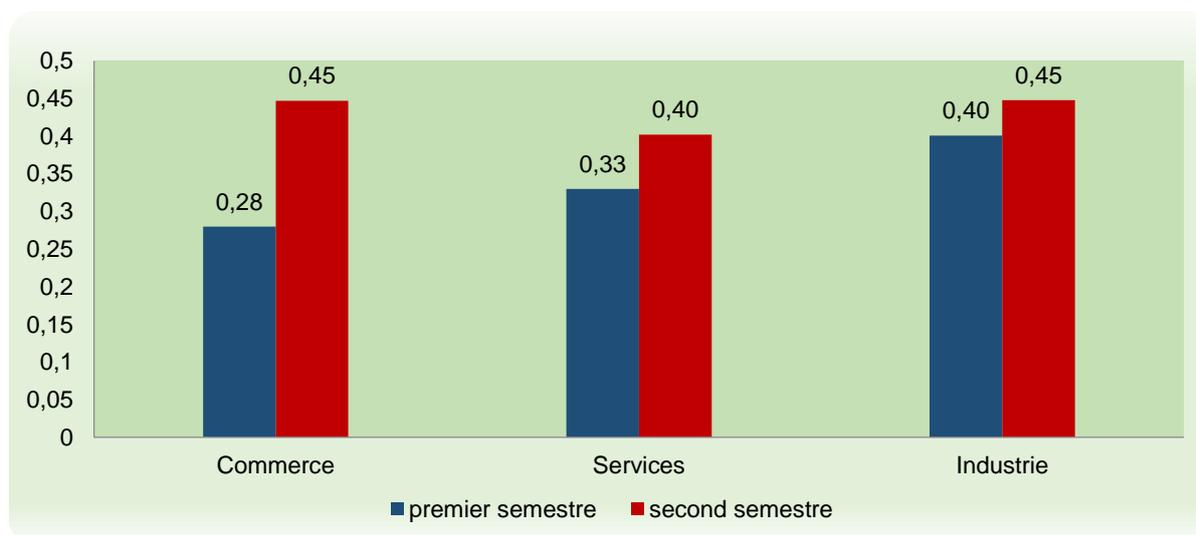
Figure 16 : Prévision de l'indice de perception du climat des affaires au second semestre par région



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Si dans la région du Nord, du plateau central, du Centre sud et des cascades les prévisions sont bonnes, dans les régions du Sahel, de l'Est, du Sud-Ouest de la Boucle du Mouhoun et du Centre Est les perspectives ne sont pas reluisantes. Ces dernières, sont les régions qui connaissent un climat sécuritaire très fragile.

Figure 17 : Evolution comparée des indicateurs sectoriels du premier semestre 2020 avec les prévisions second semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Au second semestre 2020, les chefs d'entreprises prévoient une amélioration de l'activité économique, et cette amélioration s'effectuerait dans tous les trois secteurs d'activités. C'est ce qui ressort de l'analyse de l'évolution des indicateurs sectoriels en glissement semestriel.

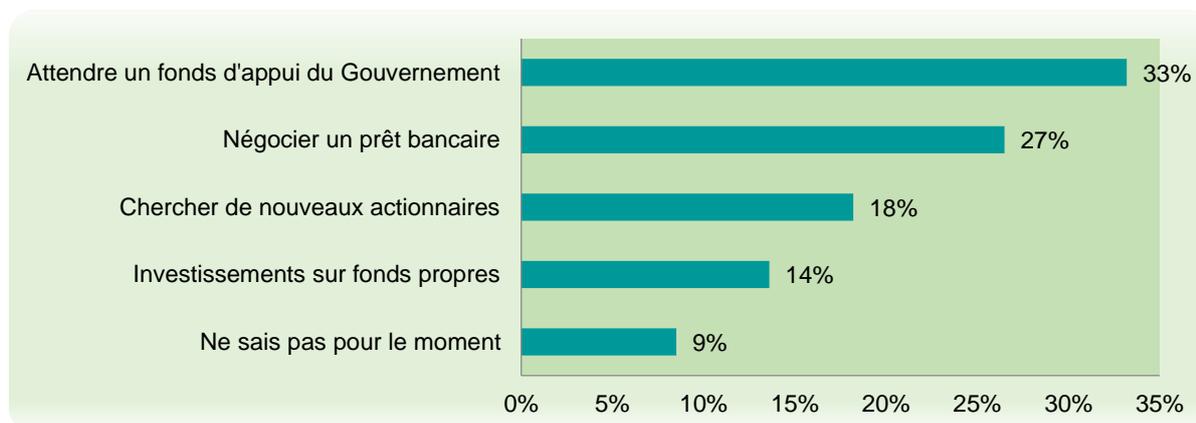
❖ Dans le secteur du commerce

Les prévisions dans le secteur du commerce révèlent une amélioration du climat des affaires au second semestre. D'une valeur de 0,28 au premier semestre 2020, l'indicateur de perception du climat des affaires au second semestre, dans le secteur du commerce, s'établirait à 0,45. Cette amélioration de l'indicateur dans le secteur est tributaire de la levée progressive des mesures restrictives qui auront pour conséquences une hausse du niveau des ventes (43,3% des opinions), de l'augmentation des commandes passées aux fournisseurs (42,1%), de la baisse des impayés des clients (46,7%) et de la hausse de la demande globale (49,0%) qui entraîneraient une hausse du chiffre d'affaires (41,2%) et l'amélioration du niveau de la trésorerie (38%).

Pour la relance de leurs activités au second semestre 2020, les chefs d'entreprises dans le secteur du commerce comptent prioritairement sur un appui du gouvernement (33% d'opinion), suivi

des prêts bancaires (27%) et de l'ouverture de leur capital à de nouveaux actionnaires (18%). Seulement 14% d'entre eux comptent sur leur fond propre alors que 9% s'interroge toujours sur le moyen de financement de leurs activités au second semestre 2020.

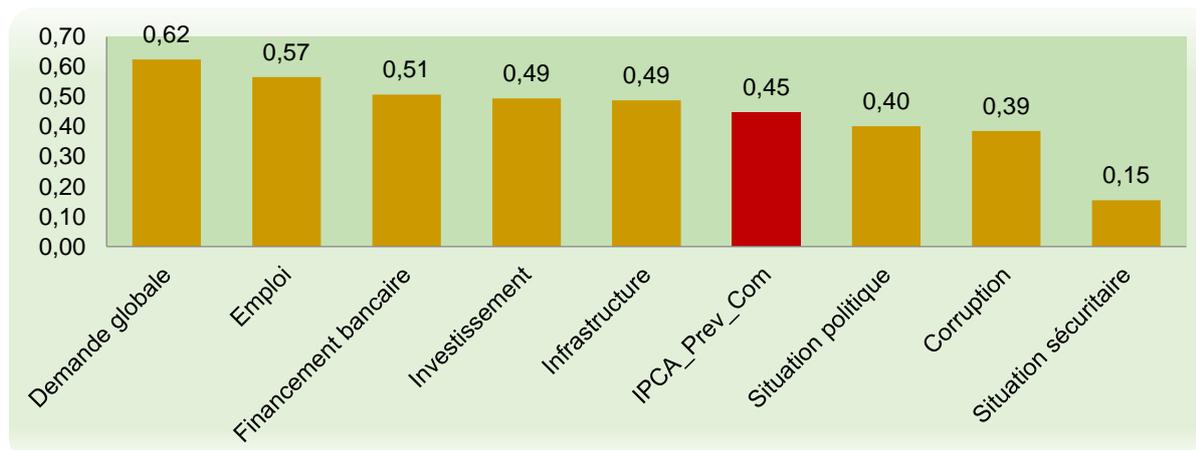
Figure 18 : Mode de financement de la relance des activités dans le commerce au second semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Dans le secteur du commerce, le climat sécuritaire, la corruption et la situation politique sont les variables qui ont influencé négativement les prévisions du climat des affaires au second semestre 2020. Le niveau de la demande globale, l'emploi et le financement bancaire sont perçus comme les variables qui auront une influence positive sur le climat des affaires au second semestre 2020.

Figure 19 : Evolution prévisionnelle de l'indice de perception pour quelques variables, dans le commerce



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

❖ Dans le secteur des services

De l'avis des chefs d'entreprises opérant dans le secteur des services, les projections sur le second semestre 2020 laissent voir une tendance à l'amélioration du climat des affaires

comparativement au premier semestre. Les prévisions établissent l'indicateur pour le second semestre à 0,40 contre 0,33 pour le premier semestre.

➤ Dans les services financiers

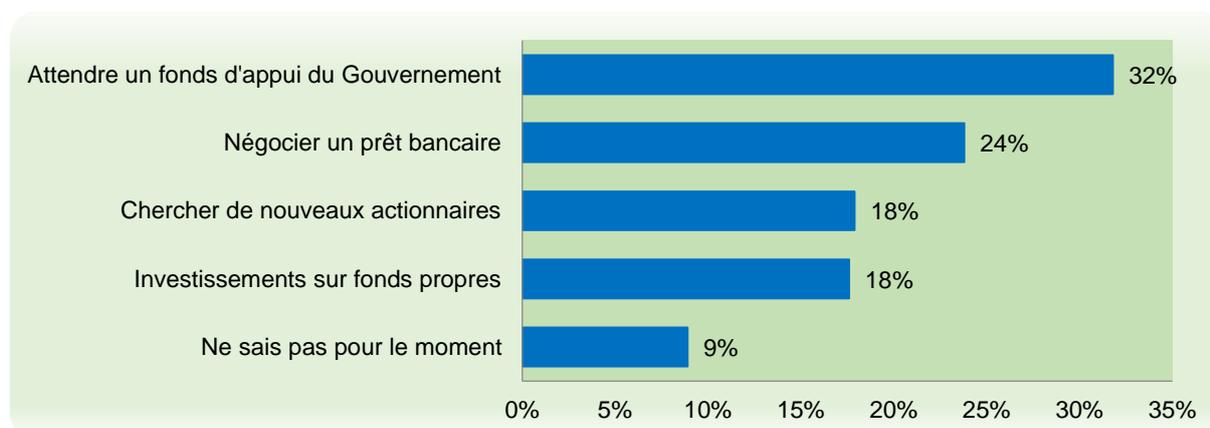
Pour les acteurs au niveau des banques et établissements financiers, le second semestre 2020 connaîtra une augmentation du nombre des demandeurs de crédit (60% d'avis), mais aussi du montant des crédits demandé (40%) et du montant des crédits octroyés (50%). La demande globale des services financiers par les clients connaîtra une amélioration conséquente par rapport à celle du premier semestre de l'avis de la majeure partie des acteurs du secteur (71% d'avis). En matière d'emploi, le secteur prévoit une augmentation du nombre des salariés au second semestre (43% d'avis), ce qui aura pour conséquence une hausse de la masse salariale versée (43%).

➤ Dans les services non financiers

Dans le secteur des services non financiers l'amélioration de l'indice prévisionnel pour le second semestre 2020 serait due au regain d'optimisme quant à une hausse probable du niveau des ventes (100%). Le coût des services restera stable au cours du second semestre (59% d'avis), de même que le niveau de l'emploi dans le secteur (35%). La demande globale des services non financiers connaîtra une hausse (37,3% d'avis).

Pour la relance de l'activité économique dans leur secteur d'activité, 32% des prestataires de services non financiers disent attendre un fonds d'appui du gouvernement. Certains projettent négocier des prêts bancaires (24% d'avis) ou chercher de nouveaux actionnaires (18%) ou encore compter sur leurs fonds propres pour investir (18%).

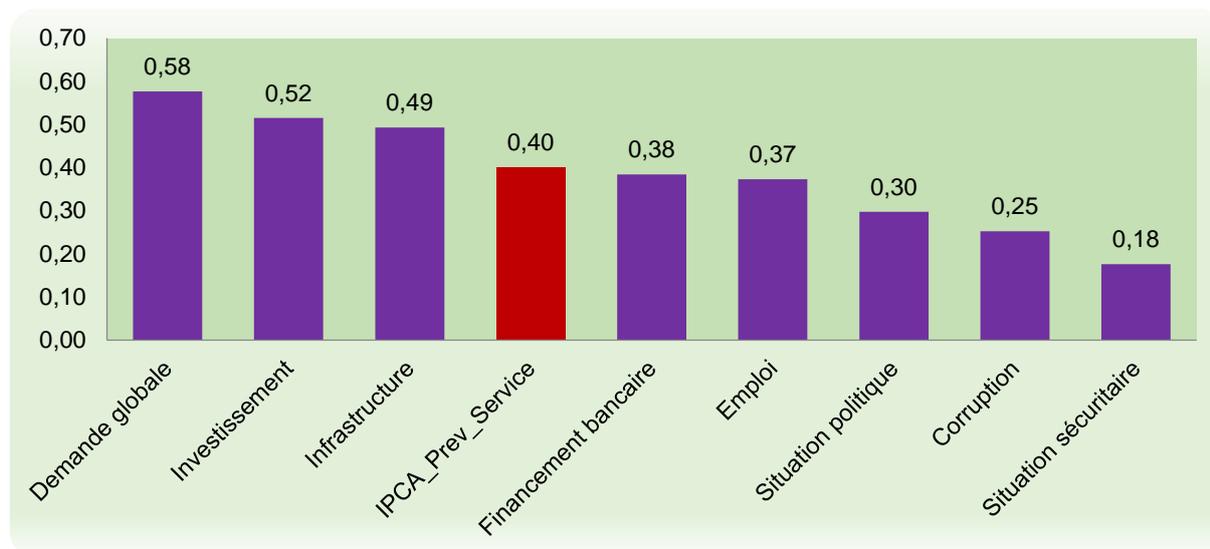
Figure 20 : Mode de financement de la relance des activités dans les services au second semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Dans le secteur des services, l'indice prévisionnel global serait plus positivement influencé par les attentes du niveau de la demande globale et de l'investissement. Les prévisions au niveau de la corruption et de la situation sécuritaire contribueraient fortement à la dégradation de l'indice prévisionnel dans le secteur des services.

Figure 21 : Evolution prévisionnelles de quelques variables dans le secteur des services



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

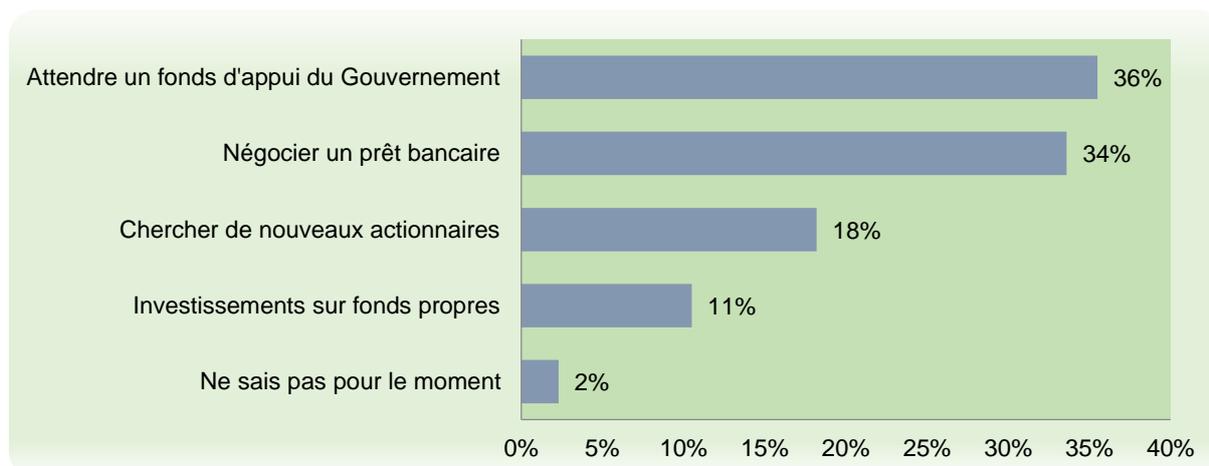
❖ Dans le secteur de l'industrie

Les résultats de l'étude révèlent une légère amélioration de la perception du climat des affaires par les industriels au cours des six mois à venir. Evalué à 0,40 pour le premier semestre, l'indice de perception au second semestre s'établirait en valeur prévisionnel à 0,45 soit une hausse de 5 points traduisant une tendance à un climat des affaires stable au second semestre.

Pour les industriels, les variables qui impacteront positivement l'activité économique au second semestre sont essentiellement la demande globale (47,7%) et le niveau des ventes (41% d'avis) qui induiront donc une hausse du niveau de la production industrielle. La stabilité des coûts des produits (43% d'avis) devrait favoriser leur écoulement et donc le chiffre d'affaires devrait connaître une hausse (40,5% d'opinions) par rapport à son niveau du premier semestre.

Interrogé sur le mode de financement de leurs activités dans le cadre de la relance pour le second semestre, les chefs d'entreprises dans l'industrie prévoient, pour la majorité, attendre un fonds d'appui du gouvernement. La négociation de prêt bancaire est le second moyen que les industriels prévoient dans le cadre du financement de leurs activités au second semestre.

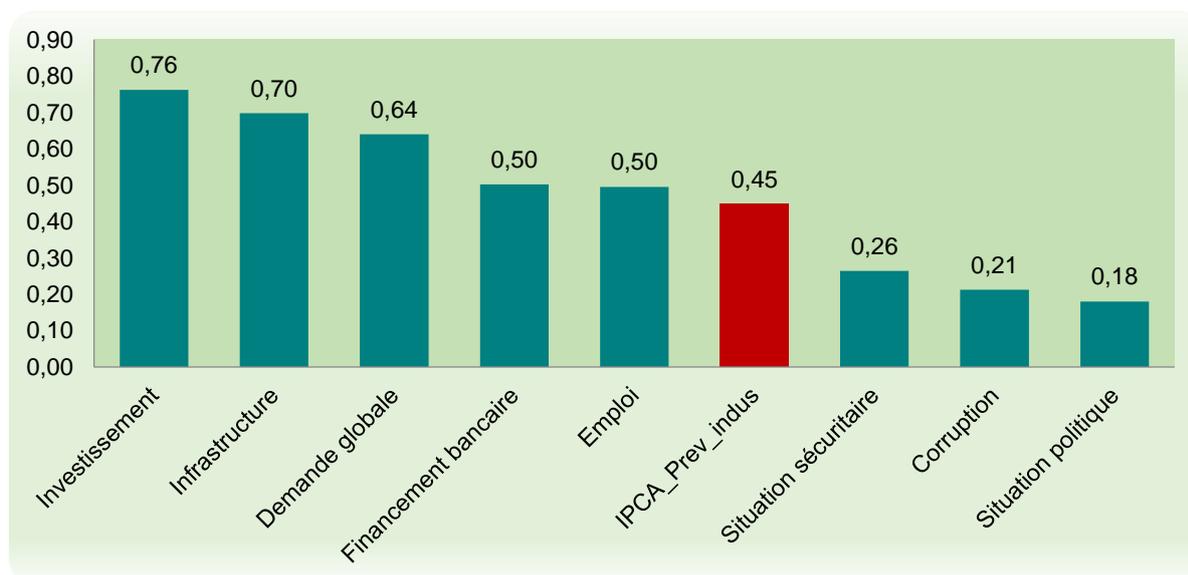
Figure 22 : Mode de financement de la relance des activités dans l'industrie au second semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Dans le sous-secteur du BTP, les acteurs prévoient une hausse du nombre de chantiers (37,5% d’avis) au second semestre, toute chose qui devrait permettre une amélioration de leur chiffre d’affaires.

Figure 23 : Evolution prévisionnelle de l'indice de perception de quelques variables



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

IV.2. Prévisions des chiffres d'affaires

Selon l'indice de prévisionnel de perception, le chiffre d'affaires devrait rester à un niveau acceptable au second semestre 2020. Les prévisions dans le secteur des services sont plus reluisantes avec un indice de 0,56 quant à la perception de l'évolution du chiffre d'affaires, suivi du secteur de l'industrie (0,52).

Figure 24 : Prévision de l'indicateur partiel sur le chiffre d'affaires



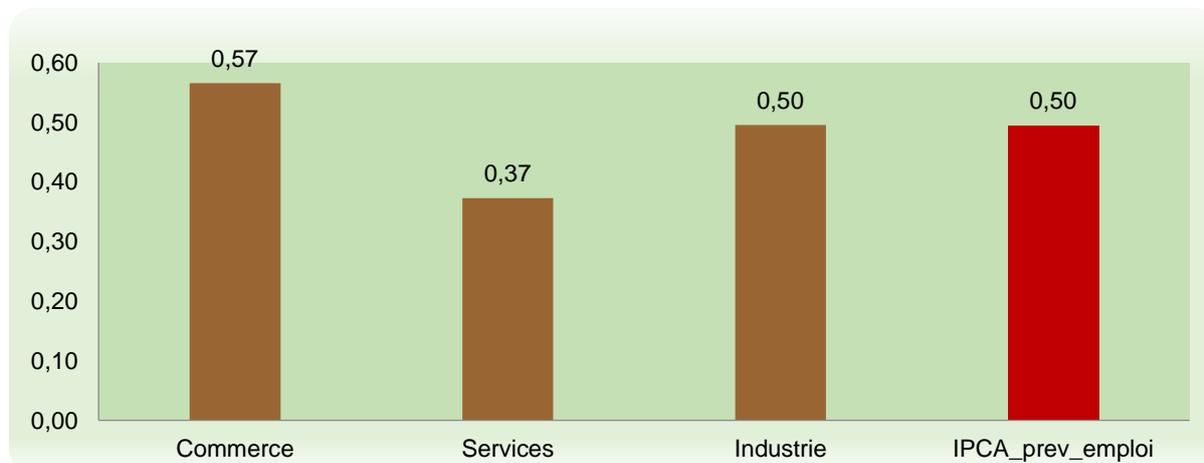
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Chez les promoteurs d'entreprises de commerce, malgré la relance espérée de l'économie au second semestre, les activités prendront du temps avant d'atteindre leur niveau pré Covid19, si bien que les avis restent prudents sur l'amélioration des chiffres d'affaires.

IV.3. Prévisions sur l'emploi

L'emploi devrait rester stable au second semestre 2020. L'indicateur partiel au niveau de l'emploi s'établi à 0,50.

Figure 25 : Prévision de l'indicateur au niveau de l'emploi



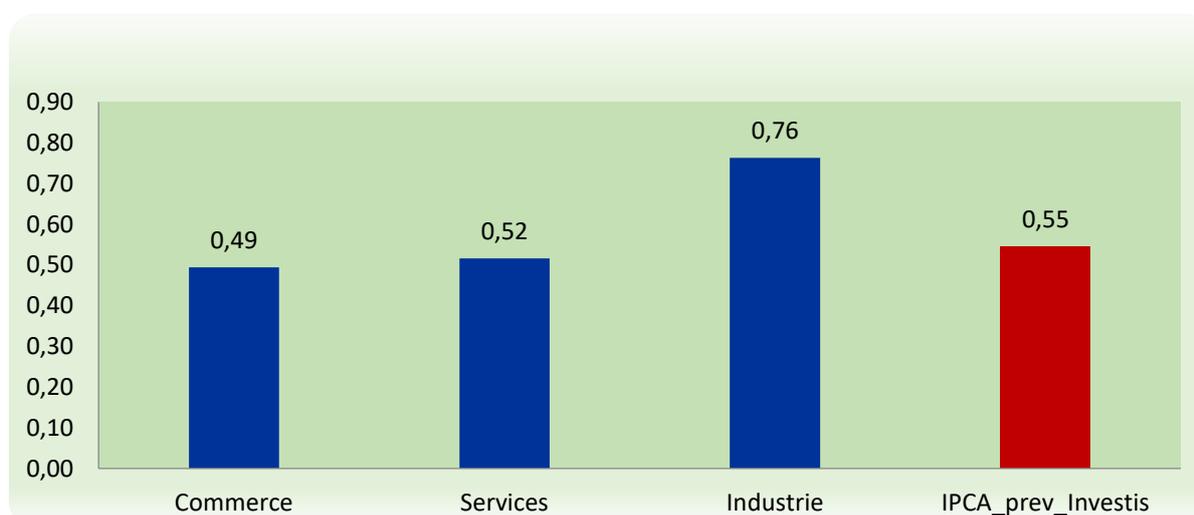
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

Mais cette projection du niveau de l'emploi cache une disparité d'un secteur à l'autre. Dans le secteur du commerce (indice=0,57), le niveau de l'emploi devrait s'améliorer au second semestre tandis que les perspectives dans le secteur des services (0,37) ne sont pas bonnes. Les emplois devraient se maintenir dans le secteur de l'industrie (0,50) pour les six mois à venir.

IV.4. Prévisions sur les investissements

Au second semestre 2020, les chefs d'entreprises prévoient une hausse modérée du niveau de leurs investissements. C'est ce que révèle l'indicateur prévisionnel partiel de l'investissement, qui s'établit à 0,55.

Figure 26 : *Prévision de l'évolution de l'indicateur au niveau de l'investissement*



Source : *Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction*

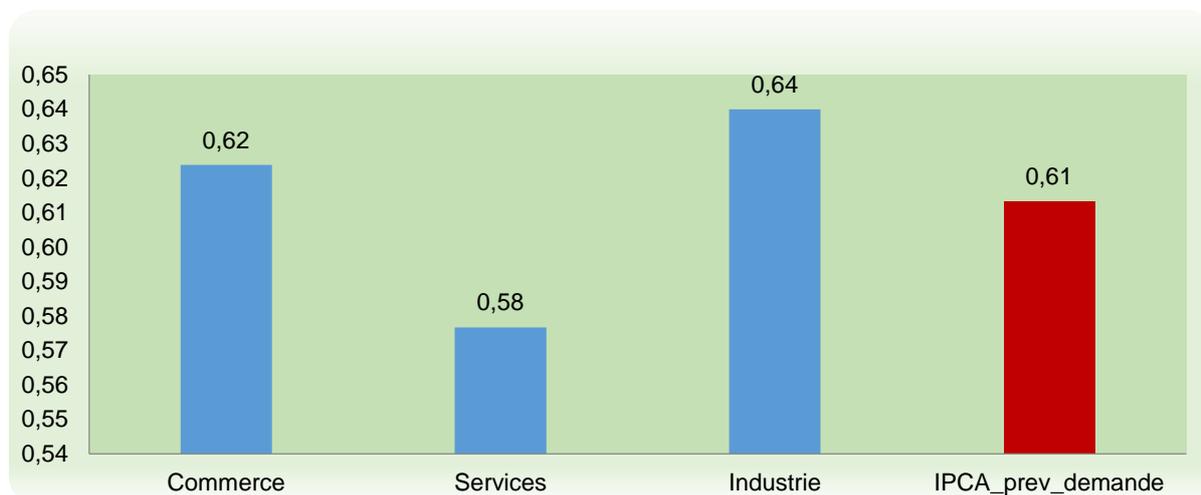
Cette amélioration du niveau des investissements sera plus ressentie dans le secteur de l'industrie dont l'indicateur de prévision atteint 0,76. Avec une valeur prévisionnelle de 0,52, le secteur des services devrait connaître des investissements moins prononcés que dans celui de l'industrie. Cependant, dans le commerce les investissements resteront relativement stables au second semestre.

IV.5. Prévision sur la consommation / demande globale

Les prévisions d'amélioration du climat des affaires au second semestre sont tributaires du regain d'optimisme quant à l'amélioration de la demande globale dans les trois secteurs étudiés de l'économie nationale. Sur l'ensemble de ces trois secteurs, les prévisions établissent une valeur de 0,61 pour l'indice de la demande globale. Tous les acteurs de ces trois secteurs sont

optimismes quant à une évolution à la hausse de la demande globale. Cette opinion positive est plus constatée dans le secteur industriel où l'indice s'établit à 0,64 suivi du secteur du commerce (0,62) et les services (0,58).

Figure 27: Evolution sectorielle des prévisions de la demande globale



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

V. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES AU BURKINA FASO

Points saillants

Les services publics fournis au cours du premier semestre 2020 ont été jugé acceptable par la majorité des chefs d'entreprises. Cependant, les services de sécurité (37% des opinions), de la santé (28%) et ceux offerts par la CCI-BF (22%) ont été les plus marquants en termes d'appréciation positive. L'insatisfaction manifestée par les chefs d'entreprises sur la qualité des services est essentiellement orientée sur la corruption (26% des opinions), le délai très long du traitement des dossiers (23%) et le difficile accès au personnel administratif (18%).

La principale contrainte du secteur privé au premier semestre 2020 a été la prise de mesures restrictives imposées par la crise sanitaire de COVID-19 (33% des avis) suivis de la situation sécuritaire défavorable (29%).

A l'exception du prix des hydrocarbures (48%) et du mètre cube d'eau (47%) qui sont restées acceptables pour la majorité des chefs d'entreprises, les coûts des autres facteurs de production quant à eux sont perçus élevés au cours du premier semestre 2020. Il s'agit du prix des forfaits de connexion internet (58%), de l'électricité (55%) et de la communication (54%).

Le financement bancaire de l'activité économique n'a pas été très reluisante au cours du semestre écoulé : très peu d'entreprises ont eu accès au crédit (12% des opinions) et près de 79% de ceux disposant d'un crédit bancaire n'ont pas obtenu un moratoire de paiement tel que stipulé dans le communiqué de presse du 21 mars 2020 de la BCEAO.

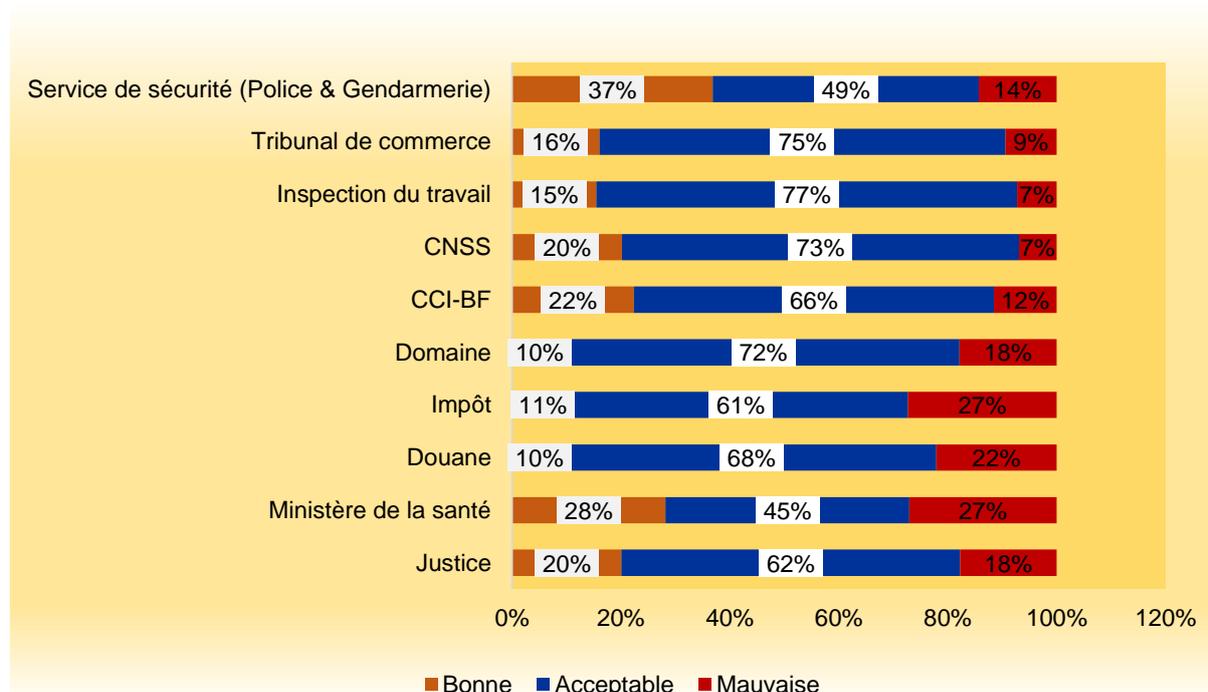
V. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES AU BURKINA FASO

Marqué par une grave crise sanitaire mondiale, l'environnement des affaires au 1^{er} semestre 2020 se caractérise, du point de vue des opérateurs économiques, par la qualité des services publics (V.1), les contraintes du secteur privé (V.2) et la pertinence des mesures économiques prises par les gouvernants pour l'amélioration du climat des affaires (V.3).

V.1. Qualité des services publics

Dans leur grande majorité, la qualité des services publics a été jugé acceptable au premier semestre 2020. Cependant, ce sont les services de sécurité (37% des opinions), de la santé (28%) et ceux offerts par la CCI-BF (22%) qui détiennent les meilleurs scores en termes d'appréciation positive.

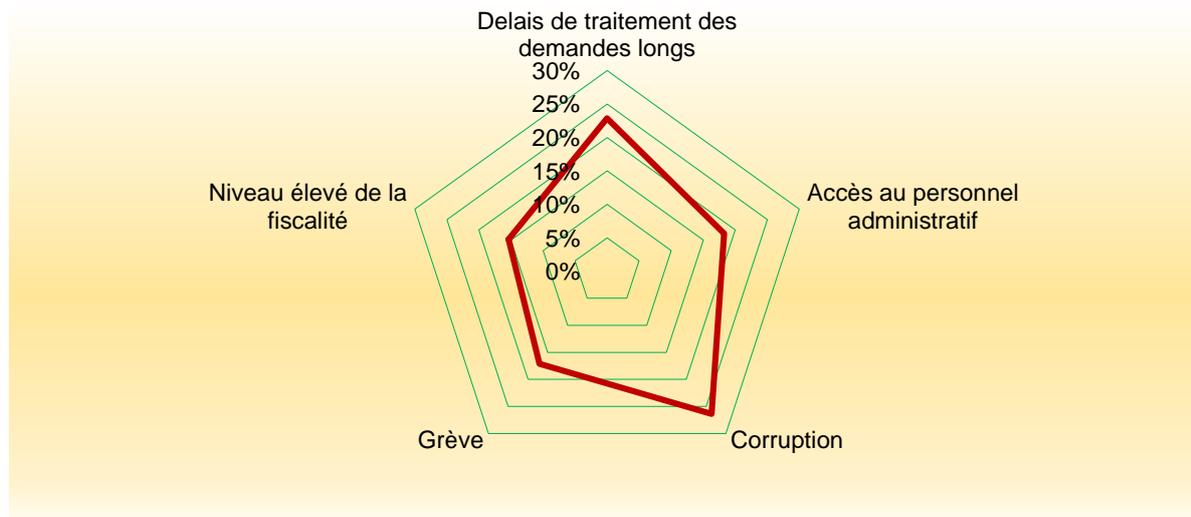
Figure 28 : Appréciation de la qualité des services publics



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/Notre construction

L'insatisfaction manifestés sur la qualité des services est surtout expliquée par le niveau de corruption auquel les acteurs privés se disent généralement être confrontés (26% des opinions), le délai de traitement des dossiers qu'ils jugent très long (23%) et l'accès au personnel administratif (18%). Notons que ce dernier facteur détrône les grèves à répétition qui étaient indiquées au second semestre 2019 comme la troisième cause la plus importante en termes d'insatisfaction des acteurs du secteur privé.

Figure 29 : Causes d’insatisfaction des acteurs du secteur privé vis-à-vis des services publics

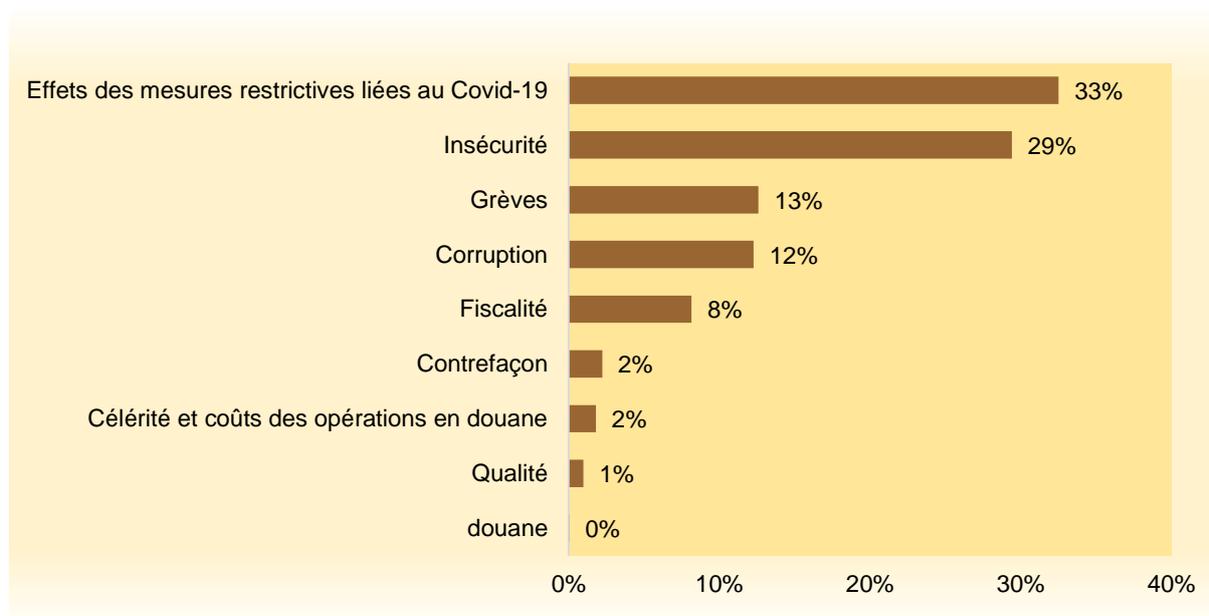


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

V.2. Principales contraintes du secteur privé

Malgré que la corruption, les grèves et le niveau de fiscalité soient souvent jugé comme étant des facteurs détériorant le climat des affaires, au 1^{er} semestre 2020, d’autres facteurs plus contraignants ont posé davantage de difficultés aux entreprises. Ce sont les effets des mesures restrictives liées à la COVID-19 (33% des avis) suivis de l’insécurité (29%).

Figure 30 : Principales contraintes du secteur privé au 1er semestre 2020



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

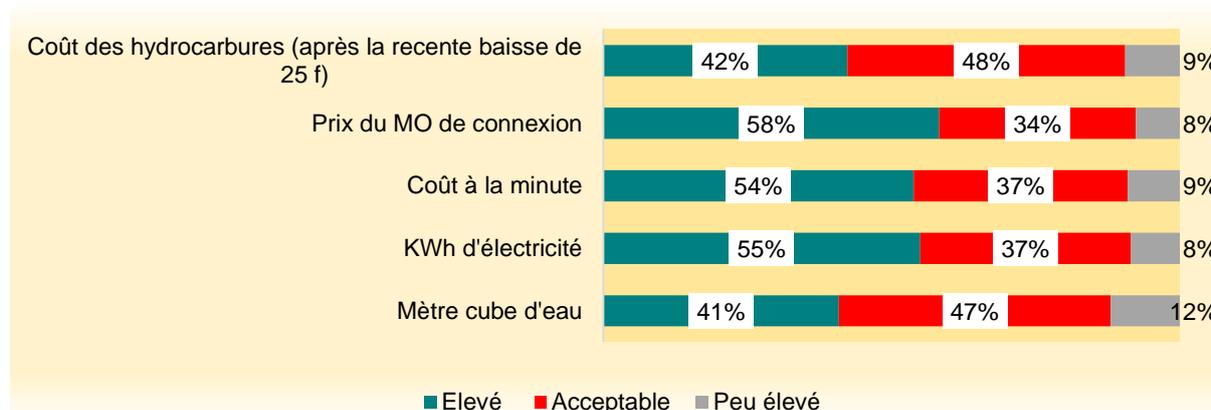
V.3. Principales mesures gouvernementales pour l'amélioration du climat des affaires

Pour contrer les effets négatifs de la crise, le gouvernement burkinabè a pris une série de mesures consistant à intervenir directement dans l'économie en vue d'améliorer le climat des affaires. C'est ainsi qu'au 31 mars 2020, l'encours de la dette intérieure a connu un accroissement de près de 221,22 milliards de FCFA soit 12,44% de plus qu'au 31 décembre 2019. La dette extérieure aurait aussi augmenté mais de seulement 64,37 milliards soit 2,94% de plus. De ce fait, en fin juin 2020, les dépenses courantes du budget de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 902 milliards de FCFA contre 812,6 milliards de FCFA en glissement annuel, soit une hausse de plus de 11% (DGEP, 2020).

Les mesures adoptées pour l'amélioration des affaires sont principalement (i) la baisse du prix à la pompe des hydrocarbures, (ii) le règlement des dettes de l'Etat vis-à-vis des hôtels et restaurants et (iii) les mesures de suspension du paiement des impôts et taxes. A ces mesures, il faut aussi ajouter l'opérationnalisation, très prochainement, du mécanisme financier de bonification des taux d'intérêts mis en place afin de permettre le financement des entreprises en difficulté.

C'est ainsi qu'après une baisse du cours du baril de pétrole sur le marché international, les prix à la pompe des hydrocarbures (Super, Pétrole, Gasoil, Mélange) ont connu deux (02) baisses consécutives de la part du Gouvernement. Une première baisse est enregistrée le 03 avril 2020, suivie d'une seconde le 08 mai de la même année. Ainsi, si le super 91 et le mélange ont perdu chacun 30 FCFA de leur valeur entre avril et mai, le pétrole et le gasoil quant à eux n'ont perdu que 10 FCFA sur la même période. Malgré cela, 42% des chefs d'entreprises jugent le coût des hydrocarbures très élevé contre seulement 9% qui le trouvent peu élevé.

Figure 31 : *Appréciation du coût des facteurs de production*



Source : *Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction*

Par ailleurs, les tarifs de la téléphonie mobile n'ont pas changé depuis janvier 2013 et 54% des chefs d'entreprises les trouvent élevés. En effet, en inter-réseau tout comme en intra-réseau, ces tarifs sont de 90 FCFA/mn pour Orange BF et ONATEL SA, tandis qu'ils sont de 84 FCFA pour TELECEL Faso. A l'international par contre, les tarifs de communication pour les trois (03) compagnies de téléphonie sont les mêmes et égal à 150 FCFA la minute.

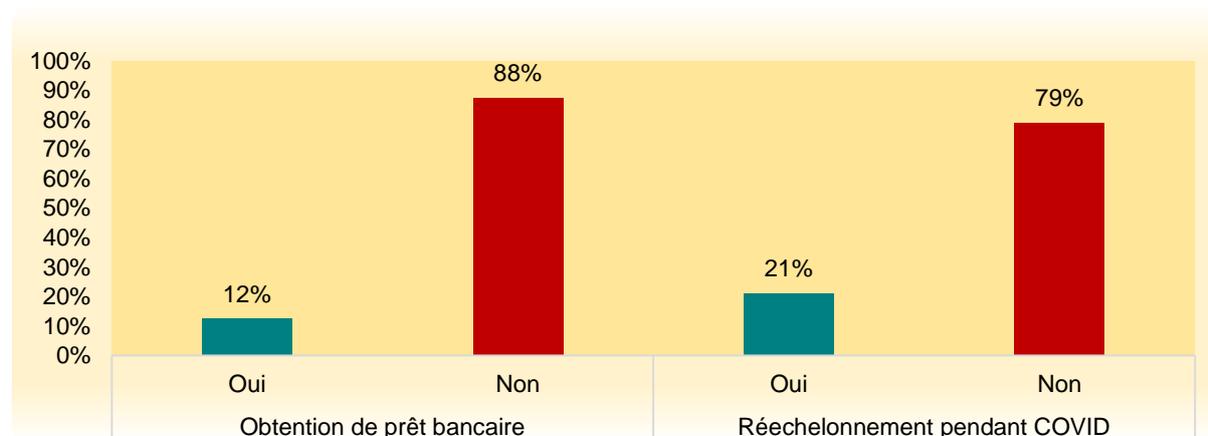
En outre plus de la moitié des interviewés (55% des avis) estiment que le prix du kilowattheure d'électricité est élevé. Si 47% pensent que le prix du mètre cube d'eau est acceptable environ 12% ne le trouve pas élevé.

Pour appuyer les efforts du gouvernement, d'autres mesures ont été prises par des structures régionales et nationales.

Pour ce qui est des structures régionales, il s'agit des mesures de la BCEAO qui consistaient entre autres à (i) l'augmentation des ressources mises à la disposition des banques afin de permettre à celles-ci de maintenir et d'accroître le financement de l'économie, (ii) l'utilisation des ressources disponibles sur le guichet de refinancement des crédits accordés aux Petites et Moyennes Entreprises (PME/PMI) et (iii) la mise en place avec le système bancaire d'un cadre adapté pour accompagner les entreprises en difficultés afin de rembourser les crédits qui leur ont été accordés (Communiqué de presse BCEAO¹, 21 mars 2020).

Malheureusement, très peu d'entreprises ont eu accès au crédit durant le premier semestre 2020 (12% des opinions). De plus, près de 79% de ceux ayant bénéficié de crédit n'ont pas obtenu un moratoire de paiement tel que stipulé dans le communiqué de la BCEAO.

Figure 32 : Obtention de prêt ou d'un rééchelonnement de la dette pendant le premier semestre 2020



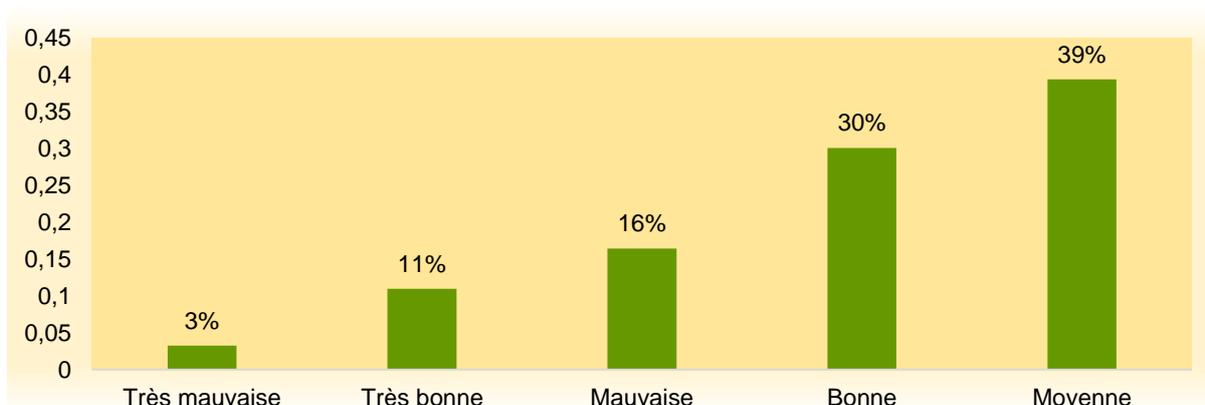
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction

¹ Site www.bceao.int

S'agissant des structures nationales, il s'est agi des mesures adoptées par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF). Ces mesures ont consisté en la mise en œuvre du Projet d'Accompagnement à la Résilience Economique face à la COVID-19 (PARE COVID-19) pour renforcer la résilience des entreprises à travers un accompagnement non-financier. A cet effet, l'enquête d'opinions démontre que seulement 17% des chefs d'entreprises ont eu connaissance du projet.

Toutefois, l'accompagnement fourni par l'Institution d'appui au secteur privé dans le cadre de la lutte contre la pandémie a été positivement apprécié (41% des avis le jugent bon à la limite très bon).

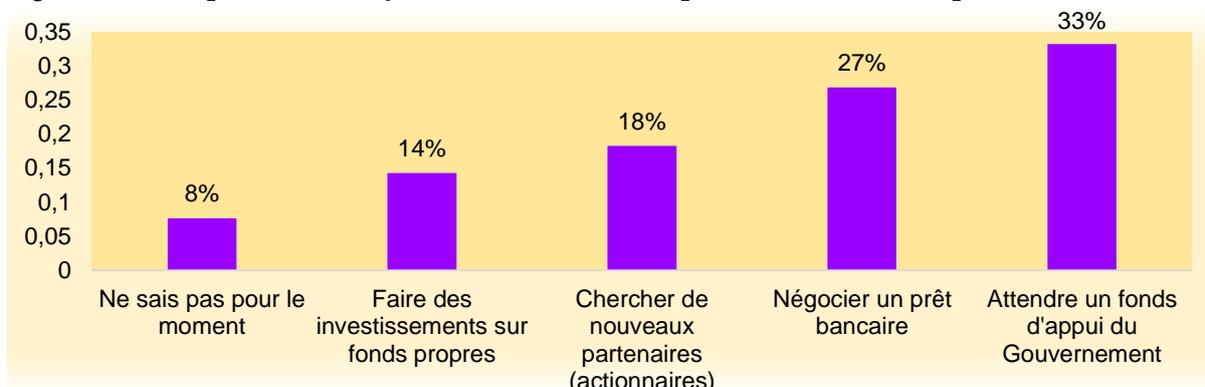
Figure 33 : *Appréciation de l'accompagnement de la CCI-BF dans le cadre de la lutte contre la COVID-19*



Source : *Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction*

Par ailleurs, les entreprises comptent énormément sur l'appui financier que le Chef d'Etat a indiqué dans son communiqué du 02 avril 2020 en vue de la relance de leurs activités et ce pour les prochains mois (33% des opinions).

Figure 34 : *Principales sources de financement des activités pour la relance des entreprises*



Source : *Enquête PCAF/CCI-BF, Juillet 2020/ Notre construction*

VI. MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS DE LA CCI-BF ET DU GOUVERNEMENT A L'ENDROIT DU SECTEUR PRIVE ET RECOMMANDATIONS DU SECTEUR PRIVE

Points saillants

Des dons à hauteur de 154 millions de F CFA réalisés par la CCI-BF au profit du secteur privé dans le cadre de la lutte contre les effets du COVID-19 sur l'activité économique ;

La mise en place du Projet d'Accompagnement à la Résilience Economique conte la covid-19 (PARE-COVID) ;

L'élaboration et de la transmission au gouvernement d'un Rapport sur l'identification des secteurs porteurs à fort potentiel la relance économique ;

La mise à disposition d'une ligne de crédit de 100 milliards au taux de 4% au profit des PME (contrat signé le 16 juillet 2020 entre le gouvernement et l'APBEF).

Les recommandations du secteur privé à l'endroit de l'État et de la Chambre de commerce et d'industrie portent principalement sur l'accompagnement financier (37%), l'accompagnement technique et l'organisation des formations (13%), la prise de mesures de facilitations de l'accès aux crédits bancaires (9%), l'accès à l'information (6%) et l'allègement des impôts et taxes (5%).

VI. MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS DE LA CCI-BF ET DU GOUVERNEMENT A L'ENDROIT DU SECTEUR PRIVE ET RECOMMANDATIONS DU SECTEUR PRIVE

VI.1. Mesures d'accompagnements de la CCI-BF et du gouvernement à l'endroit du secteur privé

Au cours du premier semestre 2020 et pour faire face aux effets de la crise sanitaire de COVID-19 sur l'activité économique, l'institution consulaire sous l'impulsion du ministère de tutelle et de certaines structures rattachées audit ministère, a initié une batterie d'actions en faveur des acteurs du secteur privé. Ces actions pour la plupart techniques et financières visent principalement à soutenir la résilience des entreprises et préparer la relance post COVID-19 de l'économie nationale. Il s'agit entre autre :

- De l'élaboration d'un document de plaidoyer à la présidence pour la prise de mesures d'accompagnement au secteur privé en avril 2020 ;
- Des dons à hauteur de 154 millions de F CFA réalisés par la CCI-BF au profit du secteur privé dans le cadre de la lutte contre les effets du COVID sur l'activité économique ;
- De la mise en place du Projet d'accompagnement à la Résilience Economique (PARE-COVID) qui consiste à apporter un appui conseil aux chefs d'entreprises sur les questions d'ordre fiscal, comptable, juridique et social ;
- De l'élaboration et de la transmission au gouvernement d'un Rapport sur l'identification des secteurs porteurs à haut rendement pour la relance économique ;
- De la mise à disposition d'une ligne de crédit de 100 milliards au taux de 4% au profit des PME (contrat signé le 16 juillet 2020 entre le gouvernement et l'APBEF).

VI.2. Recommandations à l'endroit du gouvernement

Pour assurer une bonne relance de leurs activités économiques paralysées par la crise de la Covid19, les chefs d'entreprises ont formulés des recommandations à l'endroit de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso et à l'Etat. Il s'agit principalement de l'accompagnement financier (37%), des formations et accompagnement technique (13%) mais aussi des mesures de facilitations de l'accès aux crédits bancaires (9%), de l'accès à l'information (6%) et des allègements des impôts et taxes (5%).

CONCLUSION

La crise du Covid-19 a entraîné une forte contraction de l'activité économique nationale au premier semestre 2020. La plupart des agrégats macroéconomiques, excepté l'investissement et la demande globale, ont connu une baisse notable sur toute la période et des incertitudes s'installent quant à la reprise normale des activités économiques dans un avenir proche.

Associée aux problèmes de sécurité que connaît le pays, cette crise a exacerbé les disparités régionales quant à l'ampleur des chocs et à l'appréciation de l'évolution du climat des affaires. En effet, de l'enquête auprès des chefs d'entreprises, il est ressorti que le climat des affaires s'est dégradé au premier semestre 2020 par rapport au semestre précédent. D'une valeur de 0,46 au second semestre 2019, l'indice de perception du climat des affaires est passé à 0,31 au premier semestre 2020, soit une dégradation de 15 points de pourcentage.

Au niveau sectoriel, le commerce reste le plus touché par la baisse de l'IPCA. Ainsi, l'activité commerciale essentiellement tributaire de l'importation de produits extérieurs, a subi les conséquences des mesures restrictives prises au Burkina Faso et à l'international.

Le niveau de l'emploi a également connu une baisse dans tous les secteurs d'activités du fait de la baisse accrue dans le secteur des services. L'IPCA au niveau de l'emploi s'est affiché à 0,32 au niveau agrégé et 0,23 au niveau des services. Quant aux investissements et à la demande globale, le cadre macroéconomique a favorisé leur maintien comparativement à leur niveau observé dans le semestre précédent. Ainsi, la prise de mesure d'accompagnement en faveur du secteur privé dans le cadre de la lutte anti Covid-19 aurait aussi peu soit-il, influencé les choix des opérateurs économiques sur le maintien de leurs investissements et de la demande globale.

Les prévisions pour le prochain semestre semblent plus reluisantes que le constat actuel. L'IPCA du second semestre 2020 serait essentiellement tirée par le niveau de consommation globale, le niveau des investissements et la qualité des infrastructures qui connaîtront une hausse de l'avis de la majorité des chefs d'entreprises enquêtés. Toutefois, les chefs d'entreprises ne prévoient pas une amélioration du niveau de la sécurité et du climat socio politique au cours des six prochains mois.

Face aux attentes formulées par l'ensemble des acteurs sur la mise en œuvre des mesures d'accompagnement, notamment l'opérationnalisation des fonds d'appui anti Covid-19, l'institution consulaire est très sollicitée quant au suivi de la mise en œuvre effective des actions annoncées par le gouvernement.

BIBLIOGRAPHIE

1. **Evaluation de l'impact des mesures de lutte contre le covid-19 sur l'activité du secteur privé au Burkina Faso : rapport d'enquête national**, Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), mai 2020.
2. **Global Economic Prospects**, Groupe de la Banque mondiale, Juin 2020.
3. **Perspectives de l'Economie Mondiale**, Fond Monétaire International (FMI), Juin 2020.
4. **Perspectives Economiques en Afrique 2020**, Banque Africaine de Développement (BAD) Juillet 2020.
5. **Rapport de perception du climat des affaires au second semestre 2020**, Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), février 2020.
6. **Rapport de suivi des indicateurs de l'économie et du développement du mois de juin 2020**, Direction Générale de l'Economie et de la Planification (DGEP), Juillet 2020.
7. **Rapport sur l'évaluation des impacts de la maladie à coronavirus sur des segments de l'économie burkinabè et propositions de mesures d'accompagnement**, Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), mai 2020.
8. **www.or.fr**
9. **www.bceao.int**

CONSEILS DE SECURITE ET D'HYGIENE

DANS LE CADRE DE L'EPIDEMIE DE CORONA VIRUS (COVID-19)





Missions

La CCI-BF est un corps constitué, habilité à représenter devant les pouvoirs publics, les intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des services. A ce titre, elle assure une triple mission consultative, représentative et administrative.

- **La mission consultative** consiste à donner aux pouvoirs publics les avis et renseignements sur les questions commerciales et industrielles, et à présenter les points de vue des milieux d'affaires sur les moyens d'accroître la prospérité économique.
- **La mission représentative** consiste à représenter les milieux d'affaires burkinabè au sein d'institutions et d'organismes nationaux, sous- régionaux et internationaux et à faire entendre la voix des acteurs du secteur privé burkinabè dans toutes les instances où les intérêts économiques sont discutés et où la coopération économique, l'intégration et la promotion commerciale se décident.
- **La mission administrative** est une mission de conception et de gestion de services d'utilité publique ou d'intérêt collectif dans divers domaines économiques (acquisition et gestion d'infrastructures économiques, promotion commerciale et assistance aux entreprises, renforcement des capacités des opérateurs économiques, etc.)

Vision

À l'horizon 2021, la CCI-BF est l'institution majeure de référence au cœur des actions de développement du secteur privé.

Valeurs

Équité – Engagement - Sens de la responsabilité - Esprit d'équipe
- Professionnalisme- Proactivité.

Principes directeurs

Promotion de l'initiative privée - Sens de l'intérêt général - Gestion orientée résultats - Bonne gouvernance

Adresse

Siège Ouagadougou, Avenue de Lyon, 01 BP 502 Ouagadougou 01

Mail
info@cci.bf

Centre d'appel
3408

Site web
www.cci.bf

Téléphone
(226) 25 30 61 14/15
(226) 25 31 12 66/67